

# ***l'Anti*capitaliste**

n°312 | 19 novembre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**CONTRE LE  
TERRORISME**

**CONTRE LA GUERRE  
ET L'ÉTAT D'URGENCE**

**NOS  
SOLIDARITÉS**

## **Dossier**

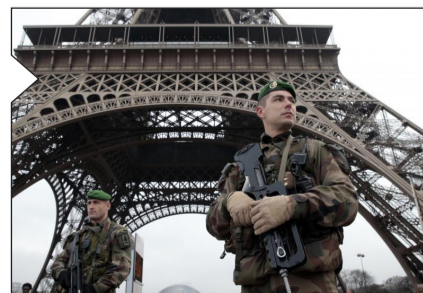
**LUTTONS CONTRE  
LES VIOLENCES FAITES  
AUX FEMMES!** Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

Leur urgence contre les nôtres!  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

Après les attentats: la lutte des  
classes en suspens?  
Page 3



## **ACTU INTERNATIONALE**

Birmanie: toutes les nouvelles  
ne sont pas bonnes  
Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Mathieu Santel,  
syndicaliste à Air France  
Page 12



Par CHRISTINE POUPIN

## Leur urgence contre les nôtres!

L'état d'urgence, c'est l'urgence de l'État pour restreindre les libertés publiques, pour exercer son contrôle sur la presse, imposer l'interdiction des réunions publiques et des manifestations. L'état d'urgence autorise aussi les interdictions de séjour et les assignations à résidence, la censure par l'interdiction de projections de films et de représentations théâtrales, et même le recours aux tribunaux militaires.

Non content de prolonger cet état d'exception pendant trois mois, Hollande veut réviser la Constitution (celle du coup d'État permanent... dénoncée en son temps par les socialistes!) afin de banaliser un état d'urgence permanent. Reprenant à son compte les propositions de la droite et de l'extrême droite, il propose la déchéance de nationalité, des expulsions plus rapides et plus expéditives, et enfin sous couvert de légitime défense, il veut banaliser l'usage des armes par les policiers. Il déclare que désormais « le pacte de sécurité l'emportera sur le pacte de stabilité » pour nous faire bien comprendre que le tout-sécuritaire primera même sur le tout-austérité qu'il nous impose depuis des années afin de financer toujours plus de policiers et gendarmes (plus 10 000 en 5 ans).

Nous refusons à ce gouvernement de va-t-en-guerre le droit d'utiliser notre tristesse, notre indignation et notre solidarité avec les victimes. Nous refusons cet acharnement sécuritaire et liberticide. Il est inefficace contre les tueurs de Daesh. Pire, ces ennemis implacables de toute émancipation se nourrissent du racisme et de l'islamophobie en prétendant offrir une issue à ceux qui sont humiliés et discriminés.

Nos urgences sont sociales, écologiques et humanitaires. Il n'est pas question de renoncer à manifester pour combattre le racisme et les discriminations, pour dire « *Migrants: bienvenue!* » ou pour dénoncer les violences faites aux femmes. Pas question de laisser rogner notre droit de lutter pour « *changer le système pas le climat* », parce que le changement climatique, avec son cortège de catastrophes, fera encore plus de drames humains, d'injustices sociales et de guerres. Rien n'est plus urgent que d'affirmer qu'un autre monde est possible, solidaire et égalitaire, et surtout de continuer à le penser et à le construire ensemble..

## À la Une

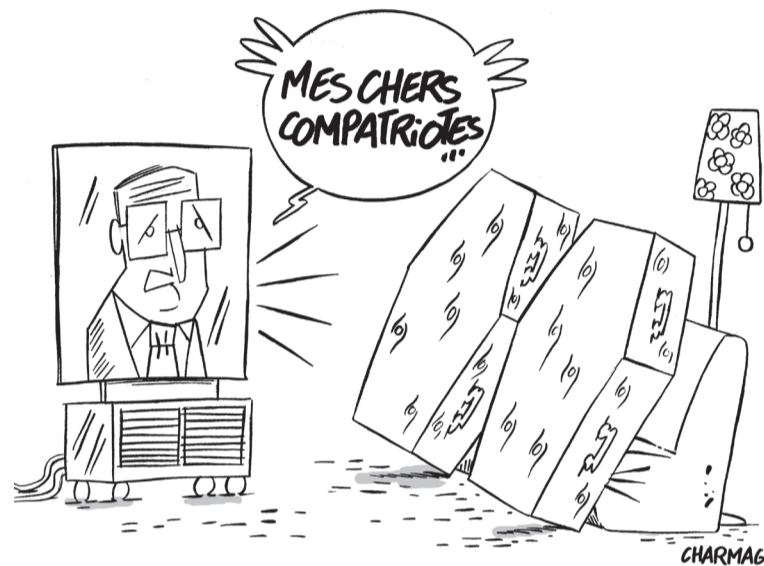
# Solidarité internationale contre la terreur, la guerre et le racisme

Les attentats qui ont touché le pays vendredi en disent long sur l'état de ce monde. Un monde qui sombre dans le chaos sous la direction de forces de plus en plus réactionnaires et autoritaires.

Cent-vingt-neuf mortEs, 352 blesséEs, dont une centaine en état critique. Leur seul crime était de se retrouver à un concert, à un match ou à une terrasse pour boire un coup. Beaucoup d'entre nous connaissent quelqu'un qui a été touché de près ou de loin par ce drame. Nous partageons l'indignation face à cet acte de guerre dirigé contre des civils. Celui-ci donne un nouvel aperçu des objectifs politiques d'une organisation comme Daesh, qui sont le contraire de l'émancipation humaine : mettre en place une dictature au Moyen-Orient, recruter les éléments les plus désocialisés et agressifs pour former ses troupes et construire une autre société...

### La France en guerre

Cette attaque vient nous rappeler que le pays est en guerre, depuis de longues années. Souvent, en France, on se cache les yeux pour ne pas voir les interventions aériennes ou au sol, en Syrie, en Irak, au Mali, au Sahel, en Côte-d'Ivoire, en Afghanistan, en Libye. Comme Bush après le 11 septembre 2001, Hollande et Valls veulent nous faire oublier cette réalité, et cherchent à nous convaincre qu'ils ne sont pas à l'origine du conflit armé pour nous entraîner dans une nouvelle croisade au Moyen-Orient. Jamais les interventions impérialistes n'ont eu pour objectif de combattre le terrorisme, l'intégrisme et les dictatures. Elles n'ont jamais servi qu'à renforcer l'influence de la France et de ses alliés, à consolider les dictatures alliées (en Afrique notamment,



autrefois en Libye avec Kadhafi, ou en Syrie) et à récupérer des marchés pour les compagnies pétrolières, l'industrie nucléaire, minière ou agricole.

Hollande nous dit qu'il veut s'attaquer au trafic d'armes... alors que les ventes d'armes françaises vont battre tous les records en 2015 (avec des ventes à hauteur de 15 milliards d'euros). Hollande dit vouloir éradiquer le terrorisme alors que ses soutiens – actif à la Turquie et passif au gouvernement syrien – aident les plus grands adversaires des forces progressistes locales, les seules forces à pouvoir combattre efficacement les intégristes : le Parti des travailleurs du Kurdistan et l'Armée syrienne libre. Les croisades impérialistes en Irak et en Afghanistan ont largement montré leur inefficacité, et seule une révolte des populations, du

mouvement ouvrier local, pourrait libérer ces pays des dictatures militaires ou religieuses.

### Non à l'union nationale et à l'islamophobie

Leur guerre n'est pas la nôtre. Ni à l'extérieur ni à l'intérieur. L'état d'urgence restreint outrageusement les libertés, comme lors de sa première utilisation, pendant la guerre d'Algérie ou lors de la révolte des banlieues en 2005. Le climat de guerre est déjà de mise. Nous n'accepterons pas non plus la suspension de la lutte des classes : Macron, Combexelle, la direction d'Air France ou des hôpitaux n'arrêteront pas leurs attaques, leurs licenciements, leurs réductions budgétaires.

Enfin, nous n'accepterons pas le développement du racisme et la stigmatisation des musulmans,

sommés de se prononcer sur les attentats. Le Front national surfe sur la vague pour développer son discours raciste et anti-immigrés, mais Sarkozy et Valls ne sont pas en reste.

Hollande a reçu tous les dirigeants de partis, y compris le FN, pour voir comment rassembler derrière lui les principaux partis. Des consignes sont données aux préfetures pour annuler les manifestations prévues ces prochains jours : contre les violences faites aux femmes, pour les migrants et pour sauver le climat.

### Plus que jamais, agir et faire de la politique

On entend beaucoup autour de nous qu'il faudrait arrêter de faire de la politique par respect pour les victimes. C'est une lourde erreur ! Daech fait de la politique, Le Pen fait de la politique, les généraux d'armée et le gouvernement font de la politique. Ne soyons pas les seuls à ne pas en faire.

Ces attentats montrent l'état de ce monde : intégrisme, racisme, guerres... Gramsci écrivait : « *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres* ». Il y a donc urgence à agir, à changer de société. Discuter partout, organiser des réunions politiques, des distributions de tracts, braver l'état d'urgence en maintenant les manifestations, continuer nos mobilisations et nos grèves.

Nos solidarités sont la réponse à leurs guerres, elles se construisent dans les luttes sociales.

Antoine Larrache

## SYRIE

# L'escalade guerrière renforce le terrorisme djihadiste

Dimanche soir puis dans la nuit de lundi à mardi, la France a bombardé un camp d'entraînement de Daesh à Raqqa en Syrie. Ces bombardements se veulent une réponse aux attentats, mais ils visent surtout à démontrer la détermination de Hollande devenu chef de guerre « *impitoyable* ».

## BIEN DIT

« *La France est en guerre* », nous dit-on. Mais ce n'est pas notre guerre : après les désastres américains en Irak et en Afghanistan, les actuelles interventions françaises en Irak, en Libye, en Syrie, au Mali, au Tchad, au Niger, en Centrafrique, contribuent à déstabiliser ces régions et à déclencher les départs de migrants qui se heurtent à la forteresse Europe et dont les corps s'échouent sur nos plages. (...) Al Qaida ou Daesh tirent toute leur force inhumaine de ces injustices. Cette guerre ne mène à aucune paix car il n'y a pas de paix sans justice.

Extrait du communiqué d'ATTAC du samedi 14 novembre

Ces bombardements sont bien peu efficaces sur le plan militaire, alors que même ceux menés par les États-Unis ou la Russie n'affaiblissent que bien peu Daesh. La France va aussi déployer en décembre le porte-avions Charles-de-Gaulle dans le Golfe qui, avec 24 appareils à bord, triplera sa capacité de frappe.

### L'entente russo-étatsunienne

Cette mise en scène guerrière vise à permettre à la France de garder une place déterminante dans la coalition des pays engagés militairement dont Hollande prétendait jusqu'alors vouloir écarter la Russie. Sauf que Poutine a les moyens de s'imposer dans le jeu des grandes puissances et qu'Obama entend bien

l'associer. « *Les États-Unis et leurs alliés vont redoubler leurs efforts pour trouver une solution pacifique en Syrie et empêcher les combattants de l'État islamique de perpétrer des attaques comme celles qui ont eu lieu à Paris* », a-t-il déclaré non sans cynisme. La « *solution pacifique* »... c'est la guerre. « *Nous devrions avoir comme but commun de coordonner*

nos actions contre Daesh et il est certain que la coopération entre la Russie et les États-Unis est cruciale ». Obama et Poutine se sont donc entretenus en marge du sommet du G20 le week-end dernier en Turquie. Selon la Maison-Blanche, ils « *se sont mis d'accord sur la nécessité d'une transition politique menée par les Syriens et qui se ferait par des négociations sous la médiation des Nations unies entre l'opposition syrienne et le régime, ainsi que sur un cessez-le-feu* ». Un accord qui s'inscrit dans la lignée des discussions de Vienne, la veille du G20, qui prévoit une rencontre sous l'égide de l'ONU d'ici au 1<sup>er</sup> janvier prochain entre représentants d'une opposition syrienne adoubee par Obama et du régime d'Assad, la formation d'un gouvernement de transition dans les six mois et l'organisation d'élections d'ici 18 mois.



# Un monde à changer

«**VOUS ÊTES BON APÔTRE MONSIEUR LE PRÉSIDENT**» (**BORIS VIAN, LE DÉSERTEUR**). «*Ce vote sera la manifestation éclatante de la résolution et de la volonté pacifique de la France*», déclarait devant les députés le 30 novembre 1956 le président du Conseil (le Premier ministre de l'époque), le socialiste Guy Mollet. Il s'agissait alors d'obtenir l'approbation des parlementaires à une intervention militaire française contre l'Égypte qui venait de nationaliser le canal de Suez, jusque-là contrôlé par des intérêts capitalistes, notamment britanniques et français. Quelques mois auparavant, le 12 mars de la même année, le même président du Conseil avait fait voter un texte sur les pouvoirs spéciaux en Algérie, adopté à l'Assemblée nationale par 455 voix (y compris celles des 146 députés du Parti communiste français) contre 76.

Nous n'assimilons en rien les assassins sanglants de Daesh au gouvernement nationaliste égyptien de l'époque et à l'insurrection du peuple algérien. Mais il y a une habitude dans ce pays : chaque fois que l'on vote des mesures de guerre, c'est «pour la paix», et à chaque fois également, on en profite pour restreindre les libertés démocratiques. Celles de manifester, de revendiquer, mais pas celle de licencier... Cela, ce n'est pas seulement la droite, les socialistes ont également une tradition tenace en la matière. Hier les pouvoirs spéciaux, aujourd'hui l'état d'urgence... Comme d'autres avant nous – militantEs communistes, révolutionnaires ou libertaires – nous n'en serons pas. Avec d'autres, nous continuerons à agir pour changer un monde qui produit la barbarie.

APRÈS LES ATTENTATS

## La lutte des classes en suspens ?

Avant les attentats du vendredi 13 novembre, la semaine aurait dû être une semaine de grèves et de mobilisations importantes dans différents secteurs d'activité. La sidération, le deuil, l'interdiction des manifestations sur la voie publique ont mis en stand by ces mobilisations pourtant légitimes. Jusqu'à quand ?

Grève des aiguilleurs du ciel, à l'AP-HP (voir en page 9), dans les finances publiques, des enseignants dans le 93, mobilisation à Air France contre les licenciements et la répression (voir en page 12), et même grève générale à Mayotte... La semaine aurait dû être une semaine de forte mobilisations dans différents secteurs d'activité, mais les attentats de vendredi 13 novembre ont suspendu ces mobilisations, qui pour la plupart ont été reportées. Ainsi, dans la plupart des secteurs d'activité mobilisés, les organisations syndicales se sont exprimées, souvent dans des cadres inter-syndicaux, comme aux finances publiques dès dimanche : «*Pour nos syndicats, ces revendications sont et demeurent plus que jamais légitimes et urgentes à satisfaire pour assurer un service public efficace et de qualité, encore plus indispensable dans la période. (...) Toutefois, soucieux de l'efficacité de leur action, nos syndicats prennent la mesure du contexte actuel et du choc que ces attentats inqualifiables ont provoqué tant dans l'opinion que parmi les agents des finances publiques*».

Des positionnements compris par les salariéEs qui ne se sentaient pas de se mobiliser cette semaine. Et les discussions montrent qu'il s'agit là de réactions bien plus vis-à-vis des victimes du terrorisme que d'un soutien aux mesures d'état d'urgence du gouvernement. De plus, l'interdiction des manifestations sur la voie publique jusqu'au jeudi 19 novembre rendait également difficile la visibilité de toutes ces mobilisations, ce qui est un véritable problème.

### L'état d'urgence sociale

Au-delà de la colère et de l'émotion tout à fait légitimes, les revendications contre les politiques d'austérité, contre les suppressions massives d'emplois et les licenciements, contre la casse du code du travail et des services publics, restent plus que jamais d'actualité. Le gouvernement, avec la prorogation de l'état d'urgence, l'interdiction des manifestations aujourd'hui et peut-être demain, surfe sur l'émotion pour essayer de nous museler, de restreindre les libertés publiques... tout en continuant sa politique de destruction sociale.



Avant comme après le 13 novembre, cela reste vrai! PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Car aujourd'hui, ceux qui nous imposent ou applaudissent la mise en place de l'état d'urgence sont les mêmes qui s'acharnent contre le code du travail, les syndicalistes, le mouvement social dans son ensemble, et qui mettent en œuvre des politiques qui laissent filer le chômage, répandent la précarité au service du patronat et des plus riches. Et aucune des mesures liberticides et sécuritaires proposées lundi par Hollande devant le Congrès (on parle de milliards d'euros, trouvés par enchantement?) ne seront efficaces pour lutter contre

l'embrigadement de jeunes par Daesh, aussi parce qu'elles tournent le dos à toute politique sociale. Plus que jamais, les revendications sociales, écologiques, contre les droits du monde du travail, contre le racisme, doivent se faire entendre. Pas question de laisser rogner notre droit à lutter contre la violence patronale, les suppressions d'emploi, l'austérité, les violences faites aux femmes ou les droits des migrantEs. Il est urgent que la lutte de classes reprenne le devant de la scène.

Sandra Demarcq

Il est évident que les seuls bombardements ne pourront imposer la réalisation ne serait-ce que du début de ce plan pour le moins hypothétique. Les USA ont besoin de composer avec Assad, voire d'intervenir directement au sol. D'où leur souci d'associer à leur politique le plus largement possible. Poutine s'y prête : «*On ne peut maîtriser la menace terroriste que si toute la communauté internationale unit ses efforts*», avec en écho le président chinois, Xi Jinping, «*La communauté internationale doit agir ensemble*»...

### La guerre, c'est le chaos régional

Erdoğan, le président turc qui recevait le G20, joue un double jeu. Il se fait aujourd'hui le relais actif de la politique des USA, et espère ainsi négocier la situation centrale qu'occupe la Turquie par rapport à la Syrie, tant du point de vue militaire

que de celui des migrantEs qui fuient la guerre, le terrorisme et la misère. Les grandes puissances cherchent à reprendre le contrôle de la situation. L'abject attentat de Paris leur donne des justifications pour accentuer leur politique guerrière et sécuritaire en y associant Poutine et Erdoğan pour rétablir un semblant d'ordre au Moyen-Orient et contenir les migrants aux frontières de l'Europe. Pour cette politique, la Turquie est effectivement indispensable, et Erdoğan entend bien en tirer le maximum de profits en obtenant l'aide des USA et de l'Europe et en négociant aussi sa place au sein de l'Union européenne.

Le résultat, c'est l'intensification de la guerre, et même si tous les chefs d'État l'écartent pour l'instant, cette politique nécessitera d'une façon ou d'une autre une intervention au sol. Quelles que soient les prochaines



Les deux têtes de la grande coalition militaire. DR

étapes de la guerre, elle entraîne une exacerbation des tensions qui, loin de l'affaiblir, nourrissent le terrorisme intégriste et entretiennent le flux de migrants fuyant la misère et la guerre.

Cette fuite en avant militariste conduit directement à une détérioration dramatique de la situation des populations et accroît l'instabilité politique de la région.

Yvan Lemaître

## Le chiffre

# +10%

C'est l'augmentation en 2014 des cancers professionnels non liés à l'amiante : 45% sont des cancers de la vessie et 25% des cancers liés aux poussières de bois. Les accidents du travail sont en recul (en partie du fait de la stagnation de l'activité), mais ils s'élèvent néanmoins à 34 par an pour chaque millier de salariéEs.



## Agenda

**Samedi 21 novembre, manifestation contre les violences faites aux femmes, Paris.** À 14h 30 place de la République.

**Dimanche 22 novembre, manifestation de solidarité avec les migrantEs, Paris.** À 15h place de la Bastille.

**Mardi 24 novembre, meeting du NPA, Paris.** Avec Olivier Besancenot et Christine Poupin, à 20h au gymnase Bidassoa, 25 rue de la Bidassoa Paris 20<sup>e</sup>, métro Gambetta.

**Jeudi 26 novembre, réunion publique NPA sur le climat, Toulouse.** Avec Christine Poupin, à 20h salle San Subra, 2 rue San-Subra.

**Jeudi 26 novembre, réunion publique NPA, Besançon.** Avec Olivier Besancenot, à 20h salle Battant, 48 rue Battant.

**Jeudi 26 novembre, réunion publique NPA sur le climat, Bagnoux.** À 20h, salle Coudon, 18 rue Salvador-Allende (près de la place Dampierre).

## NO COMMENT

*Il faut cesser toute une série de politiques d'assistanat, de mise en ghetto de populations, de laisser-faire et d'explications sociologiques, et rompre avec un certain nombre d'émetteurs, l'extrême gauche, un certain nombre d'organisations, qui veulent culpabiliser la société française et qui aujourd'hui, avec les communiqués qu'ils ont produits dans ces 48 dernières heures, sont tombés dans le côté du fascisme...*

Le député PS MALEK BOUTIH, sur France Inter lundi 16 novembre

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## FRONT NATIONAL Le vent (très) mauvais



Chauprade - Le Pen, fini de rire... DR

Dans le contexte post-attentats, Marine Le Pen exploite surtout le filon anti-immigration. Elle avait cependant déjà radicalisé son discours depuis plusieurs semaines...

Le 10 novembre dernier, Marine Le Pen déclarait que, parmi ses priorités de politique régionale – si elle était élue à la tête de la nouvelle région Nord-Pas-de-Calais-Picardie (NPDCP) – elle allait « dénoncer et éradiquer toute immigration bactérienne ». D'après sa tribune dans la presse régionale, « les hôpitaux font face à la présence alarmante de maladies contagieuses non européennes, liées à l'afflux migratoire ». Elle prétendait ainsi refuser « cette mise en danger de la santé de nos compatriotes ». Ce faisant, Marine Le Pen avait mis la main profondément dans le répertoire du racisme biologisant. Celui qui assimile l'étranger à la maladie, à la déchéance du corps, la « nation » étant assimilée à un corps biologique. Actuellement, la présidente du FN tente de surenchérir encore sur le contexte des attentats, en le liant à l'afflux de migrantEs depuis août dernier (très très relatif en France, si on le compare aux arrivées en Autriche, en Allemagne, ou ailleurs). Prétendant que l'arrivée de migrantEs ayant fui la guerre en Syrie est liée au risque terroriste, Marine Le Pen a ainsi demandé, dimanche 15 novembre dès la sortie de l'Élysée où elle avait été reçue par Hollande, « l'arrêt de tout accueil de migrants », ainsi que « leur dispersion sur les villes et villages » français. Cela alors que justement la plupart des personnes ayant quitté la Syrie ont fui les actes criminels des djihadistes et/ou ceux d'un régime qui a laissé Daesh s'installer puisque ça l'arrangeait stratégiquement.

### Le tout-à-l'ego de l'extrême droite

La vraie calamité reste en revanche pour Marine Le Pen la gestion des conflits internes. Un parti qui – malheureusement – a le vent en poupe, cela signifie aussi des dents longues, des ambitions et des egos à gérer. Pour un cas, le problème vient d'être résolu : le 9 novembre dernier, le député européen Aymeric Chauprade (ex-chef de la délégation du FN au Parlement européen) a déclaré qu'il quittait le parti. Parmi ses griefs, il y a le fait que Marine Le Pen aurait « dessaisi de toutes ses responsabilités, en janvier dernier, un de ses principaux collaborateurs »... Il parlait de lui-même. Les ambitions de Chauprade avaient en effet été bridées, certaines de ses tirades antimusulmanes allant trop loin sur le plan tactique pour la direction du FN. Chauprade n'a pas pour autant tourné le dos à l'extrême droite politique. Il souhaite une nouvelle grande alliance à droite qui inclurait, entre autre, Robert Ménard (le maire de Béziers élu sur une liste soutenue par le FN sans en avoir la carte), Nadine Morano (Madame « race blanche », à la droite extrême de l'UMP/LR) ou encore Philippe de Villiers (celui-là même qui a twitté suite aux attentats « Voilà où nous a conduits le laxisme et la mosquéeisation de la France »). Désormais à l'extérieur du FN, Chauprade entend ainsi peser sur des milieux qui pourraient le ramener à une alliance avec la droite (libérale). Dans le même esprit, il entend aussi influencer sur le FN pour qu'il modifie sa ligne sociale et économique, ligne qui fait depuis six mois l'objet de critiques de nombreux acteurs dans et hors FN, apparaissant trop « à gauche » (en fait allant dans le sens de la pure démagogie sociale). Ainsi, Chauprade déclare : « Je crois faux l'argumentation de Marine Le Pen ] parce qu'en réalité, elle récolte les gens de voix désespérés. Son projet n'est pas fondé sur les forces vives de l'économie ». Pour Chauprade, cela reste une grosse erreur.

Bertold du Ryon

Les garanties dont bénéficient les fonctionnaires sont encore réelles mais pas si élevées que ne le martèle une certaine propagande : ainsi, la logique du mérite existe déjà.

### Des salaires bloqués

L'avancement des carrières et d'une partie des salaires des fonctionnaires dépend en effet déjà d'un système de bonification et de primes diverses liées aux notes obtenues par les agents lors d'entretiens avec leur hiérarchie.

Quant au salaire de base, il dépend de la valeur du point d'indice, bloquée depuis 5 ans et qui augmentait auparavant de façon ralentie. De 1995 à 2010, la valeur du point a ainsi progressé de 13% avant d'être gelée... alors que sur la période allant de 1995 à 2015, l'inflation a atteint 35%. Le calcul est simple : une perte de 22% de pouvoir d'achat en 20 ans. Heureusement que l'ancienneté permet de limiter le choc. Il est à remarquer que les fonctionnaires « de base », les catégories C et B, en subissent particulièrement les conséquences, car les fonctionnaires de catégorie A ont des déroulements de carrière plus longs (et certains ont été, dans les années récentes, favorisés par la création d'échelons terminaux supplémentaires) et, à l'exception des enseignantEs, touchent des primes plus importantes.

### Un statut toujours plus contourné

La dénonciation des fonctionnaires est un des grands classiques, avec comme fonction de diviser les salariéEs. Droite et libéraux s'opposent ainsi aux garanties que leur statut offre encore aux fonctionnaires. La doctrine de la droite a été élaborée en 1979 dans un rapport de Gérard Longuet. Celui-ci proposait de faire disparaître le statut en

# FONCTIONNAIRES Le mépris

Après avoir déclaré en septembre que le statut des fonctionnaires n'était « plus justifiable », Emmanuel Macron s'est déclaré mardi 10 novembre favorable à un salaire dépendant plus du mérite. Même s'il s'est fait rembarrer, Macron dit en fait ce que beaucoup de membres du gouvernement pensent tout bas.



distinguant entre deux catégories d'agents. D'une part, les hauts fonctionnaires et ceux chargés de missions « régaliennes » (justice, police, armée, ...) qui continueraient à bénéficier d'un statut. D'autre part, la grande majorité des agents publics qui seraient gérés de manière très fluide par des agences les recrutant sur la base de conventions collectives. Tous les gouvernements français ont jusqu'à présent reculé devant une telle réforme que certains pays européens ont cependant réalisée (la Suède, par exemple).

La tactique choisie en France est celle du contournement et du grignotage. Actuellement 17% des 5,4 millions des personnes travaillant dans les trois fonctions publiques (État, collectivités territoriales, hôpitaux) sont des contractuels. Leur nombre a progressé de 25% entre 2002 et 2013, surtout dans la territoriale (+ 29%) et dans les hôpitaux (+ 53%). Les situations dérogatoires au statut se multiplient donc : contractuels, mais aussi vacataires, voire intérimaires. À cela s'ajoutent une série d'attaques « de biais » sur les mobilités, et cela au moyen de la réforme territoriale.

### Des agents méprisés

Dans le même temps, dans les services, du fait de l'insuffisance des postes et des suppressions (sauf dans les administrations « sécuritaires »...), le « mal être au travail » s'accroît. Et c'est encore plus le cas pour les services où les agents sont confrontés à des personnes en situation de détresse du fait de la crise ou de problèmes personnels. L'État taille dans les dépenses ? Aux agents de terrain de gérer les contradictions sociales...

Dans une interview donnée il y a plus de 20 ans (en 1993), le sociologue Pierre Bourdieu, qui s'est résolument rangé du côté des travailleurs lors des grandes grèves de 1995, parlait des « membres patentés de la grande noblesse d'État, les énarques de toute obédience politique » qui regardent de très haut les fonctionnaires de la base et aiment à leur faire la leçon. Macron qui fut inspecteur des finances avant d'être banquier et ministre, en est un des exemples les plus cyniques. À nous de travailler à lui faire rendre gorge en mettant fin au jeu de dupes du « dialogue social »<sup>1</sup>.

### Henri Wilno

<sup>1</sup> Voir Gaël Klement « Gel des salaires et pluie d'attaques », *L'Anticapitaliste* mensuel n°69, octobre 2015 : <https://npa2009.org/idees/fonctionnaires-gel-des-salaires-et-pluie-dattaques>

## MIXITÉ SOCIALE

# Dans tous les quartiers, dans toutes les régions, un même droit à l'éducation

Le 9 novembre, la ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem a annoncé des mesures pour favoriser la « mixité sociale » dans dix-sept territoires pilotes. Cela s'inscrit pleinement dans la politique éducative de ce gouvernement.

Les réformes des rythmes scolaires dans les écoles, du collège, des programmes et de l'éducation prioritaire, auront pour finalité de créer deux types d'établissements scolaires. La réforme de la mixité annoncée s'inscrit donc pleinement dans la sectorisation de l'éducation. Au lieu de développer une politique cohérente à l'échelle nationale, la ministre renverse la logique, « en partant des territoires [...] en amont des politiques publiques ». La politique urbaine et sociale est absente du discours de la ministre. Pourtant, si on prétend vouloir augmenter une mixité dans les établissements scolaires, la première étape serait de refaire à neuf les quartiers populaires, développer les transports en commun, empêcher les licenciements et les bavures policières. Il faudrait mener des actions qui feront que l'on ne puisse plus parler de zones riches et de zones populaires. Bref, une politique qui redistribue les richesses et s'attaque aux oppressions. Concrètement, dans les écoles, nous devons en finir avec la

politique dite de l'égalité des chances. En effet, donner les mêmes moyens à tous les jeunes, cela signifie – au mieux – maintenir les inégalités sociales. Ce sont les réformes actuelles qui détricotent davantage la mixité scolaire.

### Destruction des cadres nationaux protecteurs

Le cadre national de l'éducation était une protection pour tous les enseignants. Dans ce cadre, la liberté pédagogique pouvait s'exprimer. Une liberté où l'on pouvait contester et réfléchir tous ensemble, jeunes et adultes, aux meilleurs moyens éducatifs pour tous. La « mixité scolaire » du gouvernement va augmenter les hiérarchies intermédiaires, c'est-à-dire un contrôle serré (entre collègues) sur ce qui est enseigné. Cela ira de pair avec une injonction aux résultats (taux de réussite aux évaluations à l'école, au brevet, au baccalauréat et en licence). Ce sont ces chiffres qui dicteront les financements territoriaux. En conséquence, il y aura d'une part les établissements qui amèneront



Une ministre au collège, c'est ça la mixité sociale? DR

« 50% d'une classe d'âge à la licence », le nouvel objectif du gouvernement, et, d'autre part les établissements de seconde zone pour l'autre moitié des jeunes. Le tout piloté par des projets éducatifs territoriaux (PEDT) qui s'appuieront sur les inégalités sociales pour renforcer les inégalités scolaires.

Grâce à l'assouplissement de la carte scolaire, les parents pourront choisir le type d'établissement qu'ils veulent pour leurs enfants... Mais malheureusement, ce choix ne sera possible que pour les parents bien informés vivant dans des zones « mixtes »...  
Raphaël Greggan



Le 8 novembre dernier, des élections générales ont eu lieu concernant aussi bien les assemblées nationales (chambres haute et basse) que régionales. Même si les résultats définitifs ne sont pas encore proclamés (la Commission électorale tarde à les faire connaître), la victoire de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung Sang Suu Kyi, apparaît sans appel, avec quelque 70% des voix. Cette victoire était attendue, mais son ampleur a surpris, en particulier l'armée qui n'avait pas compris à quel point son règne était rejeté.

Le parti au pouvoir issu des la junte, l'USDP, a dû reconnaître sa défaite, alors que plusieurs de ses figures de proue ont été balayées. Les militaires avaient pourtant usé de toutes les ficelles pour l'emporter : menace de chaos dans un pays où divers conflits armés perdurent, nationalisme xénophobe, promotion d'un virulent courant bouddhiste d'extrême droite, fraudes lors du scrutin...

Les élections du 8 novembre représentent un véritable tournant politique et confirment la profondeur des aspirations démocratiques. Cependant, le pays n'en a pas fini avec le pouvoir militaire, loin s'en faut.

### Le pouvoir des militaires

Ces élections sont l'aboutissement d'une période de transition initiée en 2008. Après deux décennies de dictature, les militaires constituent véritablement un corps social contrôlant des secteurs économiques (la haute hiérarchie est une composante de la bourgeoisie) et des réseaux d'influence. La nouvelle Constitution leur assure de fortes positions institutionnelles : 25% des sièges (non soumis au suffrage universel direct) dans les assemblées législatives, un mode d'élection de la présidence qui leur permet d'imposer au minimum

## BIRMANIE Toutes les nouvelles ne sont pas bonnes

Le résultat des récentes élections est sans appel : le parti de la junte militaire est désavoué, celui de l'opposante Aung Sang Suu Kyi triomphe. Une très bonne nouvelle, mais d'autres le sont moins.



Des militants de la LND en campagne le 5 novembre dernier. DR

une vice-présidence de leur choix. Le ou la présidentE n'est pas chef des armées... un poste conservé par le Commandant en chef qui nomme lui-même les ministres de l'Intérieur, de la Défense et de la Sécurité des frontières, les trois ministères ayant les plus gros budgets ! Les militaires gardent aussi des pouvoirs discrétionnaires leur permettant de réprimer les minorités ethniques ou les opposants politiques.

Vu l'ampleur de la victoire d'Aung Sang Suu Kyi, l'armée va composer. Mais elle va rester le principal pôle de pouvoir dans le pays.

### L'extrême droite bouddhiste

Autre mauvaise nouvelle, un courant bouddhiste d'extrême droite,

apparu en janvier 2014, xénophobe, agressivement raciste, est devenu très actif : la « Ma Ba Tha », à savoir l'« Association pour la défense de la race et de la religion », dont la figure de proue est le moine tristement célèbre U Wirathu. « La Ma Ba Tha, c'est l'État islamique du bouddhisme », ironise un autre moine, U Than Bitu (le Monde daté du 7 novembre). Ce courant développe un discours de haine à l'encontre en particulier d'une minorité musulmane, les Rohingya vivant en Arakan, où en 2012 160 personnes sont mortes lors d'émeutes interconfessionnelles.

L'extrême droite bouddhiste reproche à Aung Sang Suu Kyi de ne pas dénoncer les Rohingya, mais cette

dernière est restée très discrète sur le sujet. Bien que prix Nobel de la paix, elle n'a pas pris leur défense... Plus généralement, la situation reste fort tendue avec diverses minorités peuplant la périphérie du pays et qui ont une longue tradition de résistance armée. En octobre, un cessez-le-feu national a été signé entre le gouvernement et huit groupes séparatistes, mais pas avec treize autres. Ainsi, dès le lendemain de l'élection, des affrontements ont éclaté dans l'État Shan, l'aviation birmane ayant attaqué le quartier général de l'Armée shan du Nord (SSA-N).

### Quel présidentE ?

Une clause constitutionnelle sur mesure interdit à Aung Sang Suu Kyi de devenir présidente, car elle a des enfants de nationalité étrangère... Elle compte contourner cette interdiction plaçant le futur président sous l'autorité de la direction de son parti, la LND, dont il devrait être membre. Mais il est évident qu'il s'agit là d'une construction fragile. La situation politique et institutionnelle est donc loin d'un point d'équilibre, pas plus que l'économie après quatre ans d'ouverture au marché mondial, et alors que les services sociaux essentiels tels que la santé ou l'éducation sont à reconstruire.

Pierre Rousset

## GRÈCE Après la grève nationale



Dans les rues d'Athènes jeudi dernier. DR

Jeudi 12 novembre, avec une mobilisation appelée par GSEE (confédération du privé) et ADEDY (fédération du Public) ainsi que par PAME (courant syndical du KKE) et les syndicats de base (expression du courant radical), la journée de grève nationale a été un succès.

On se souvient cet été du choc pour des dizaines de milliers de travailleurs qu'a été le reniement de Tsipras de sa promesse de rompre avec les mémorandums et l'austérité. Mais on se souvient aussi de la surprise éprouvée par une partie de la gauche radicale de voir malgré tout Syriza reconduit au pouvoir lors des élections qui ont suivi. Dans ce cadre, la participation à cette grève (surtout le secteur public, le privé participant dans différents secteurs mais sans vague de fond) est un bon acquis pour la suite. La colère a fait place à la déception, et les slogans, notamment sur le refus que les banques s'emparent des résidences principales de nombreux ménages endettés, en étaient l'écho. Les mobilisations doivent s'amplifier dans les semaines à venir : en effet, les exigences de la troïka portent désormais sur l'urgence de casser encore plus la Sécurité sociale et les retraites. Et un enjeu déterminant pour la combativité et l'efficacité du mouvement social est la nécessité de s'en prendre réellement aux mémorandums et aux mesures qui le traduisent en actes. Or, des obstacles existent.

### Clarifier pour construire les mobilisations

Le premier, malheureusement classique, est celui de la division, entretenue par le KKE avec des arguments qui ont connu bien sûr une nouvelle vigueur avec la fin du discours radical de Tsipras qui a dévoilé la nature profondément réformiste de la direction majoritaire de Syriza. Le message du KKE est clair : maintenant, il ne vous reste plus qu'à rejoindre le seul KKE... Le discours d'une secte, certes grosse, mais une secte tout de même... Des clarifications seront nécessaires du côté des militants ouvriers qui continuent à suivre Syriza : si peu de cadres de Syriza se sont risqués dans les manifs, le soutien officiel de sa direction à la grève était que celle-ci va aider le gouvernement à faire pression sur la troïka. Un tel enfumage peut-il convaincre beaucoup de travailleurs qu'il faut continuer à faire confiance à Tsipras ?

Du côté de l'ex-gauche de Syriza regroupée dans Unité populaire, des clarifications sont aussi indispensables. D'abord parce que la coexistence avec Syriza au sein d'une même tendance syndicale (META) va poser de plus en plus de problèmes. Mais aussi parce qu'avant même la scission, il était parfois difficile de voir la différence dans le comportement syndical bureaucratique des uns et des autres (ainsi l'accord au printemps dernier pour que les caisses sociales donnent leurs fonds au gouvernement afin qu'il puisse honorer ses promesses de remboursement de la dette) ! Et aujourd'hui, dans certains secteurs (banques, Banque postale, direction de OLME...), comme le note le journal Prin (du NAR, le principal groupe de la gauche révolutionnaire), Unité populaire est aux côtés de Syriza dans une absence de critique du gouvernement.

Ce qui sera décisif sera la dynamique des syndicats de base, bien fournis dans les manifestations du 12, et leurs débats autour des questions d'orientation et de construction. Une réunion a déjà eu lieu avant la grève, débouchant sur la volonté d'une meilleure coordination des luttes. Un appel large à une nouvelle réunion ouverte est issu de cette première rencontre prometteuse.

D'Athènes, A. Sartzekis

## IRAN La population écrasée paye la crise

La situation au Moyen-Orient était à l'ordre du jour de la visite de Rohani, le président iranien, une visite finalement annulée suite aux attentats du 13 novembre...

L'Iran est en effet très impliquée en Syrie, mais également en Irak, au Liban et au Yémen. Mais l'objet principal de la visite concernait en fait les relations économiques entre l'Iran et la France.

### Une économie en crise profonde

Depuis des dizaines d'années, une partie des revenus pétroliers considérables de l'Iran a été engloutie dans la quête d'une suprématie régionale. Le projet avorté d'acquisition de l'arme nucléaire a coûté, au bas mot, plus de 120 milliards de dollars

pendant plus de 15 ans. À cela, il faut ajouter les milliards dépensés pour soutenir Bachar el-Assad.

Pendant ce temps, l'appareil productif iranien a été laissé à l'abandon, devenu vétuste même dans le secteur de l'extraction du pétrole. Simultanément, le gouvernement a privatisé l'essentiel du secteur public et réduit de façon drastique les dépenses publiques non militaires. À cela s'ajoute l'effet des sanctions économiques occidentales de ces dernières années, sanctions qui ont touché les couches populaires de plein fouet.

Résultat, l'économie iranienne est en pleine crise avec un taux de chômage de l'ordre de 25%.

### Polarisation sociale et répression

Dans une société gangrenée par la corruption, les grands bénéficiaires du système actuel sont la bureaucratie militaro-sécuritaire, les sommets de l'appareil religieux et les divers spéculateurs : immobilier, change de devises, pierres précieuses, importation massive de produits bon marché, marché parallèle... Et les grands perdants sont les 40% de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté ! Depuis janvier 2015 ont ainsi eu lieu plus de 2000 exécutions de condamnés politiques et surtout de droit commun. Simultanément, le pouvoir et le patronat s'acharnent sur les travailleurs qui constituent des syndicats indépendants. Ils licencient systématiquement les porte-parole des grévistes, en procédant à leur arrestation pour « crime de sabotage économique »...

### « Business is business »

L'économie iranienne a un besoin urgent d'investissements, et Rohani veut tenter de mettre en concurrence le patronat français avec d'autres capitalistes européens : les investissements français sont en

effet loin derrière ceux de nombre de pays.

De son côté, Hollande, le meilleur vendeur de Rafale, espère décrocher quelques contrats juteux. Et tant pis pour les droits civiques et politiques bafoués, les acquis sociaux menacés, la condition des femmes et des peuples kurdes, azéris, arabes et autres. Comme dit le vieil adage : dans les affaires d'argent, il n'y a pas de place pour les sentiments.

### Solidarité avec le peuple iranien

À l'occasion de la visite du président iranien, la gauche iranienne en exil avait notamment appelé à un rassemblement à Paris, finalement annulé. De leur côté, la quasi-totalité des centrales syndicales françaises sont intervenues auprès d'Hollande et Fabius au sujet de la répression frappant le syndicalisme indépendant en Iran. Elles ont notamment insisté sur le cas de Mahmood Saléhi, condamné à 9 ans de prison pour activité syndicale. Souffrant d'insuffisance rénale sévère, sa vie serait en effet très clairement mise en danger si son emprisonnement, prévu fin novembre, n'était pas annulé.

### Behrooz Farahany

Exilé iranien, militant de l'association SSTI (Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens) <http://www.iran-echo.com>  
Version longue de l'article disponible sur le site du NPA



Mahmoud Saléhi, condamné à 9 ans de prison pour activité syndicale... DR



# EN FRANCE COMME AILLEURS

## Luttons contre les violences faites aux femmes

**L**es violences faites aux femmes n'ont pas de frontières, pas de distinction d'âge ou de classe sociale... C'est ce que nous avons voulu montrer dans ce dossier, en mettant l'accent sur trois exemples internationaux même s'il y en a beaucoup d'autres. Des mobilisations récentes, et de masse, ont eu lieu sur ces questions, notamment en Espagne et aux États-Unis. Bien entendu, il ne s'agit pas de minimiser la situation française, mais de la replacer dans un contexte global, tout en continuant à agir ici.

## AUX ÉTATS-UNIS FRUCTUEUSE

### Entretien. Marine Bruner

est une étudiante féministe américaine.

Depuis deux ou trois ans, il y a de fortes mobilisations aux États-Unis contre ce qui est appelé « la culture du viol ». La culture du viol est omniprésente dans la société américaine. La culture du viol est un concept qui tend à excuser les agressions sexuelles au nom des pratiques culturelles et sociétales, par la normalisation de l'objectification des femmes, en culpabilisant la victime, et en niant la violence sexuelle. Les étudiantes d'universités américaines ont protesté ces dernières années contre le manque de volonté des directions des universités à poursuivre les coupables d'agressions sexuelles, ainsi que leur traitement des victimes. Un exemple de mobilisation : Emma Sulkowicz, violée par un autre étudiant, a commencé à porter un matelas partout où elle allait sur le campus pour symboliser le poids qu'elle porte en tant que victime de viol, et protester contre la décision de l'université de ne pas reconnaître le viol.

Autour du harcèlement et des agressions sexuelles, une « guerre des hashtags » a opposé féministes et masculinistes (Men's Rights Activists) entre le #NotAllMen (« Pas tous les hommes ») et le

Dossier réalisé par la Commission nationale d'intervention féministe

## EN FRANCE, DES CHIFFRES TOUJOURS ÉDIFIANTS

En ce 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, il reste absolument nécessaire de rappeler que le sexisme et le patriarcat continuent à tuer.

En 2014, 134 femmes sont décédées en France tuées par leur conjoint ou ex-conjoint. Et tous les jours, nombre de violences sexistes et sexuelles sont commises à l'encontre des femmes, que ce soit à leur domicile par un proche, au travail par un chef ou un collègue ou encore dans la rue et les espaces publics. Ces actes sont multiformes : violences sexuelles, violences physiques, humiliations, etc. Et ils ont des conséquences très concrètes, physiques et psychologiques. Ils ont aussi un effet très réel sur le quotidien de toutes les femmes, des femmes qui sortent seules moins que les hommes, étudient leurs trajets davantage en fonction des espaces qu'elles jugent sûres qu'en fonction du temps de déplacement, ou encore qui évitent d'utiliser les transports en commun à certaines heures. Toutes les femmes devraient pouvoir se déplacer à leur guise ; s'habiller comme elles le souhaitent

sans crainte du jugement, des remarques ou de l'atteinte à leur intégrité physique ; aimer qui elles souhaitent comme et quand elles le désirent ; ou encore refuser un rapport sexuel auquel elles ne consentent pas. En somme, elles devraient pouvoir disposer de leur liberté et de leur corps.

**Des violences quotidiennes**  
Nous en sommes encore loin, et les chiffres existants, bien qu'encore trop partiels, montrent combien les violences de genre restent quotidiennes et ne sont pas malheureusement marginales. Chaque année, 216 000

femmes sont victimes de violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex, 86 000 femmes sont victimes de viols ou tentatives de viol perpétrés dans 86 % des cas par un proche. Selon une étude de l'IFOP réalisée en 2014 pour le Défenseur des droits, 28 % des femmes actives de 50 à 64 ans ont été confrontées à une situation de harcèlement sexuel au travail au cours de leur vie. Et quotidiennement, dans la rue ou dans les transports en commun, les femmes subissent des violences sexistes voire sexuelles : regards insistants,

avances sexuelles, poursuites, main aux fesses, frottements, agressions, etc. Contre la baisse des moyens aux services publics et associations qui accueillent les femmes victimes de violences, contre toutes les tentatives d'où qu'elles

viennent de minimiser les violences subies par les femmes, contre les multiples reculades du gouvernement à mettre en place un minimum d'éducation antisexiste, notre lutte doit être sans concession ni relâche.

Abby Taro

### FOCUS Une campagne contre le harcèlement dans les transports

Vous la verrez surtout à Paris et dans quelques autres grandes villes... Cette campagne gouvernementale contre le harcèlement dans les transports rappelle les peines encourues et incite les femmes à porter plainte. C'est un premier pas dans la reconnaissance d'un phénomène jusqu'ici assez méconnu et tu. Il s'agit du fruit des mobilisations féministes, et d'une enquête produite il y a un an par l'association Osez le féminisme qui avait alerté sur ce chiffre : 100 % des femmes seraient victimes de harcèlement dans les transports. C'est aussi l'occasion de rappeler, puisque c'est apparemment nécessaire pour certains, qu'aucune tenue, aucun comportement, ne permet aux hommes de considérer une femme comme « disponible », ni dans l'espace public ni ailleurs...



## FOCUS

C'est aussi au travail que ça se passe

D'après différentes enquêtes, près de 5% des viols et 25% des agressions sexuelles commis sur des femmes de 18 à 59 ans l'ont été sur le lieu de travail. Près d'une femme sur 3 est exposée à la tension au travail, ce qui est le cas d'un homme sur 5, quelle que soit la catégorie socio-professionnelle (l'écart étant plus important pour la catégorie ouvrierEs). Mais ce qui est extrêmement grave et inquiétant, c'est que 95% des victimes de violences sexistes au travail reçues par l'AVFT (Association contre les violences faites aux femmes au travail) ont perdu leur emploi, par licenciement ou démission ! Si les différentes lois votées récemment ont fait avancer les choses contre le harcèlement sexuel ou les violences conjugales, elles restent peu appliquées, en particulier car les femmes portent très peu plainte et que les condamnations sont rares.





## ÉTATS-UNIS, DES MOBILISATIONS MISES CONTRE LA CULTURE DU VIOL

**#YesAllWomen** («*Oui/Si, toutes les femmes*»). Quels en étaient les enjeux ?

Cette guerre de hashtag m'exaspère parce que c'est une façon de minimiser la misogynie dont les femmes sont victimes. #NotAllMen veut dire que tous les hommes ne sont pas des violeurs, harceleurs, ou coupables de violences conjugales, etc.

Cela fait un moment que cette expression est utilisée, mais elle a resurgi après qu'un homme a tué trois femmes dans une Sorority House (foyer communautaire d'étudiantes) parce que des femmes l'avaient rejeté et qu'il voulait se venger sur n'importe laquelle. Des hommes ont utilisé ce # pour se déculpabiliser et se présenter comme des sauveurs. Mais ce n'est pas ce que les femmes ont envie d'entendre, car cela ne fait pas avancer la lutte contre les violences sexuelles. Elles ont répondu par le #YesAllWomen pour montrer que toutes les femmes sont victimes de sexisme et de misogynie dans leur vie de tous les jours. #YesAllWomen est une façon pour les femmes de parler contre la culture du viol, et a servi à donner aux femmes une voix en servant de point de ralliement.

**Suite à ces mobilisations à la fois virtuelles et physiques, une loi intitulée «Yes means yes» a été adoptée. Que change-t-elle concrètement ?**



CHARMAG

«Yes means yes» («Oui signifie oui») a commencé à être appliquée sur les campus d'université et donne un nouveau cadre de prise en charge par les directions d'université des plaintes pour agression sexuelle. Avant, le règlement était fondé sur le «No means no» («Non signifie non») : les victimes devaient démontrer qu'elles avaient dit «Non» sans ambiguïté aux relations sexuelles. «Yes means yes» change cette notion : les deux partenaires doivent dire oui clairement, consciemment, et

volontairement. Les victimes ont donc plus de facilité à démontrer qu'elles ont été victimes d'agression sexuelle. Ces directives sont devenues des lois dans certains États. Elles représentent des petits – mais très importants – pas, pour que les victimes poursuivent leur agresseur.

Mais les luttes contre les agressions sexuelles et la culture qui rend la vie facile aux agresseurs ne sont pas terminées, et beaucoup de progrès restent à faire.

Propos recueillis par Chloé Moindreau

## ARGENTINE: «EXCUSEZ POUR LE DÉRANGEMENT, MAIS ILS SONT EN TRAIN DE NOUS TUER»

Le 3 juin 2015, l'Argentine a été secouée par la manifestation la plus massive depuis plusieurs années. Des centaines de milliers de femmes et d'hommes se sont mobilisés contre le féminicide et les violences faites aux femmes : 150 000 à Buenos Aires, entre 30 000 et 50 000 dans chacune des grosses villes argentines (Rosario, Córdoba, Mendoza)... Cette appel a été repris par des femmes en Uruguay et au Chili.

Il y avait déjà eu cette année des initiatives contre les violences faites aux femmes, mais l'appel à la mobilisation autour du #NiUnaMenos («pas une de moins») a été lancé par des journalistes et artistes militantes féministes après que trois femmes ont été tuées par leur compagnon ou ex-compagnon pour la seule et unique raison d'être des femmes... Ça a été le moment pour des milliers de femmes de sortir de la peur et de manifester pour témoigner leur histoire, pour dire «moi aussi j'en ai souffert». Les slogans «assez de féminicides», «assez de violence» ou «si il t'aime, il ne te tue pas, il ne te viole pas, il ne te maltraite pas, il ne t'insulte pas», inondaient les rues, en réclamant des statistiques officielles sur le féminicide, et l'application de la loi contre les violences faites aux femmes.

### L'État responsable

En Argentine, le sexisme tue une femme toutes les 32 heures.

Pour l'année 2014, on compte 277 féminicides. Pour les militantes féministes argentines, l'État est responsable des féminicides. Sur 14 % des crimes commis, un signalement avait déjà été donné à la police. Le plus souvent, les crimes de femmes ne donnent pas réellement lieu à une investigation policière sérieuse, et, lorsque les procès n'aboutissent pas à des non-lieux, les peines restent ridiculement petites. Les militantes argentines mettent aussi en avant que l'État se rend complice des meurtres de femmes en refusant l'avortement libre et gratuit. Sur 245 morts de femmes liées à l'accouchement, 20 % étaient en 2014 la conséquence des avortements clandestins.

### Une manifestation gigantesque

Si la mobilisation du 3 juin a été rendue possible c'est parce qu'il existe en Argentine un mouvement féministe depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, qui a pris différentes formes dans son histoire. Une d'elles est le Congrès national

des femmes qui depuis 30 ans réunit tous les ans des organisations féministes et syndicales de tout le pays. Cette année, le thème était : «Contre la violence faite aux femmes, contre la traite des femmes, pour la légalisation de l'IVG», comme un écho pour poursuivre la mobilisation du mois de juin.

Pendant deux jours, plus de 15 000 femmes de tout le pays ont participé aux ateliers contre la violence et le féminicide, qui ont eu lieu dans 65 écoles de la ville de Mar del Plata, et qui étaient ouverts à la population. La rencontre s'est clôturée le 15 octobre par une manifestation gigantesque : 65 000 femmes reprenant les mots d'ordre de #NiUnaMenos. Les manifestantes ont fait des arrêts symboliques devant les tribunaux et devant des anciennes maisons closes, ainsi que devant la cathédrale pour condamner le rôle complice de l'Église catholique dans les violences faites aux femmes.

Chloé (Bordeaux) et Virginia de la Siega

## MIGRANTES ET RÉFUGIÉES: LA DOUBLE PEINE

Longtemps, dans l'imaginaire collectif a subsisté l'image de l'immigré comme un homme voyageant seul, quittant sa terre et sa famille (car les femmes c'est bien connu restent à la maison), une vision en partie instrumentalisée par l'extrême droite et sa rhétorique sur l'invasion...

Pourtant, les migrations ont de plus en plus un visage féminin : 49 % des migrants à l'échelle mondiale sont des migrantes. Pour beaucoup, les femmes arrivées en France dans les années 60 et 70 l'ont été au titre du regroupement familial. Mais aujourd'hui, elles aussi fuient les guerres, les famines, les désordres climatiques, mais aussi les violences, le sexisme ou la lesbophobie de leur pays d'origine.

### Un voyage dangereux

De nombreuses femmes réfugiées arrivées récemment en France ont fait état de violences subies au cours de leur voyage. Même si la parole est difficile à libérer, rendant l'ampleur du phénomène difficile à mesurer, on imagine très bien à quel point elles sont une proie facile pour des passeurs. Certaines évoquent des viols, des mariages forcés, des femmes jetées à l'eau, accusées de sorcellerie... Mais le danger peut tout aussi bien venir des compagnons de voyage, gardiens de camp, gardes-frontières ou policiers, qui monnaient contre



Dans la manifestation unitaire du 4 octobre en soutien aux migrants. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

un rapport sexuel une portion de nourriture, un passage, une protection temporaire.

### Une installation plus difficile

L'arrivée en France ne signifie par pour autant la fin de tous les soucis. Les restrictions du droit familial ont rendu les femmes migrantes plus dépendantes de leur mari. À cause d'un chômage plus élevé chez les femmes, de difficultés à trouver un emploi, elles ont moins d'autonomie financière, donc de libertés (y compris celle de se séparer). Rendues ainsi vulnérables, sans papiers, elles sont obligées d'accepter des boulots difficiles, sous-rémunérés et deviennent des proies faciles pour tout type de trafics.

Les femmes représentent désormais en France la moitié des immigrés, et sont aussi le nouveau visage d'une immigration jeune et diplômée (38 % d'entre elles ont un diplôme supérieur) mais subissent encore plus que les hommes le déclin social. Ayant du mal à faire reconnaître leurs compétences et leurs diplômes, elles sont renvoyées à des tâches para-domestiques : nettoyage, soin des enfants...

Jusqu'ici largement invisibilisées, ou vues simplement comme le prolongement de leur compagnon, les femmes migrantes et réfugiées cherchent à faire reconnaître leur place, leurs droits, et à lutter contre toutes les oppressions qu'elles subissent.

Hélène Pierre

## DANS L'ÉTAT ESPAGNOL, UNE MANIFESTATION MONSTRE

Samedi 7 novembre à Madrid était appelée une marche contre les violences faites aux femmes. 268 cars provenant de toutes les villes du pays ont convergé pour une grande manifestation féministe, dont l'idée avait émergé du mouvement féministe Estatal, rejoint par de nombreuses organisations, associations et partis politiques.

Il s'agissait de dénoncer la mort de 71 femmes assassinées par leur conjoints, mais aussi de dénoncer l'ensemble des violences sexistes qui touchent les femmes. Tous les partis politiques, y compris les partis de droite, étaient présents : cela peut paraître étonnant, mais les élections approchant à grands pas, la récupération reste de mise. Pour autant, ce sont bien les revendications des féministes qui étaient mises en avant dans cette manifestation : la remise en cause de la politique du gouvernement, notamment parce qu'il a réduit les aides allouées aux femmes victimes de violence, ou encore la demande d'une meilleure législation permettant aux femmes d'être protégées. Dans cette marche se trouvait bien l'idée défendue par nos camarades d'Anticapitalistas – présentEs en grand nombre à la manifestation – que seul un mouvement autonome des femmes, une résistance féministe, c'est-à-dire la construction d'un rapport de forces, permettra aux femmes de l'État espagnol de ne plus subir cette violence et de gagner

de nouveaux droits. Pour que la peur change de camp, partout dans le monde, les femmes ne peuvent compter que sur leurs propres forces.

### Féministes tant qu'il le faudra !

Évidemment, cette marche est à remettre dans le contexte des différentes attaques que subissent les femmes dans le pays, que ce soit au niveau des salaires et des licenciements, mais aussi sur la question de l'avortement. Les manifestations pour le droit à l'avortement avaient déjà rassemblé des centaines de milliers de personnes. Un mouvement féministe et de masse se construit en parallèle, mais sans déconnexion des luttes contre l'austérité. Si la marche est à mettre dans un contexte propre à la dynamique des mobilisations dans l'État espagnol, il est évident que nous subissons les mêmes attaques en tant que femmes en France et partout en Europe. Si les manifestations pour la solidarité avec les femmes de l'État espagnol avaient pu rassembler plus de 100 000 personnes en France il y a trois

ans, le mouvement féministe est aujourd'hui divisé et en grande difficulté. Alors que l'on compte 134 femmes mortes en 2014 en France, il nous faut prendre l'exemple des féministes de l'État espagnol pour nous employer à reconstruire un mouvement autonome des femmes, large et de masse, en commençant par nous appuyer sur les prochaines manifestations contre les violences faites aux femmes, les samedi 21 et mercredi 25 novembre (avec une manifestation non mixte dans les rues de Paris).

Mimosa Effe

### Une féministe parmi les victimes de Daesh

Valeria Solesin travaillait sur la place des femmes dans la société, la conciliation famille-emploi, en comparant les modèles français et italien. Elle était au Bataclan ce vendredi 13. Nous sommes tristes et meurtriEs, pour elle et pour les autres victimes. Nous condamnons cette attaque infâme et lâche.



## BDS 31 « Ils ne nous feront pas taire! »



Bernard, Yamann, Loïc et Jean-Pierre. DR

C'est sous ce mot d'ordre que se mène la campagne unitaire (50 associations, syndicats et partis) de solidarité avec les 4 « inculpés BDS » de Toulouse...

L'accusation : « entrave à l'exercice normal d'une activité économique », suite à une dénonciation de la Licra 31 auprès du procureur de la République, qui a décidé de poursuivre. Les faits reprochés ? Deux distributions de tracts... Pourquoi un tel déploiement judiciaire pour 4 dossiers vides ? Devant les succès de la campagne BDS partout dans le monde, le gouvernement israélien a défini cette campagne comme « une menace stratégique » ; et bénéficie du soutien des divers gouvernements français qui poursuivent la criminalisation des actions BDS depuis la circulaire Alliot-Marie de 2010. Pire, la Cour de cassation vient de rendre un arrêté déclarant le boycott « illégal »... Cela au moment où l'Union européenne vient de faire un pas (timide), en demandant l'étiquetage des produits issus des colonies : une reconnaissance de fait de la politique de colonisation perpétrée par Israël au mépris du droit international.

### Pour la solidarité avec le peuple palestinien

Le procès aura lieu le 9 décembre à Toulouse et va se dérouler dans un contexte difficile. Les attentats ignobles de Paris vont faciliter tous les amalgames, et la lutte contre le terrorisme justifier les atteintes à la liberté d'expression. Nos camarades risquent de faire partie des « dommages collatéraux ». Plus que jamais la solidarité doit se renforcer : un meeting du comité de soutien aura lieu le 25 novembre et un rassemblement le jour du procès à partir de 13 heures devant le tribunal.

Bernard, Jean-pierre, Loïc et Yamann doivent être relaxés, et la circulaire Alliot-Marie abrogée ! Liberté d'expression pour la campagne BDS !

#### Correspondante

Pétition en ligne pour demander la relaxe des 4 inculpés :

<https://www.change.org/p/madame-la-ministre-de-la-justice-christiane-taubira-bernard-jean-pierre-loic-et-yamann-doivent-etre-relaxees>

Et n'oubliez pas la solidarité financière :

<http://www.leetchi.com/c/solidarite-de-incipulpees-bds-toulouse>

## RÉPONDRE AUX ATTENTATS

# Prendre la route des migrantEs

C'est un message en anglais de Safi, qui avait été évacué de la place de la République il y a deux semaines : « Mon âme et mon cœur vont aux Français et à ceux qui ont perdu ceux et celles qu'ils aimaient dans les attaques terroristes diaboliques et inhumaines du 13 novembre ! #condamnation de la part des migrants afghans #condoléances au peuple de Paris... »

Quiconque ne se résout pas au drame du 13 novembre doit réfléchir aux réponses dominantes données après les attaques de Charlie hebdo et de l'Hyper Cacher en janvier dernier. Les réponses avaient été l'appel à l'union nationale, le développement de l'appareil policier et sécuritaire et l'intervention militaire en Syrie. Toute cette logique s'est mise à tourner encore plus fort sous prétexte de « crise migratoire » : dans les faits, un véritable refus de l'accueil et le renforcement du système des frontières et de domination, interne et externe.

### Le pouvoir fabrique les monstres

Le sommet Europe-Afrique qui a eu lieu à Malte deux jours avant les attentats l'a encore illustré. « Comme au temps jadis, les Européens, grands maîtres du monde, avaient cru convoquer leurs petits nègres de service, pour leur donner quelques ordres », écrit Afrique Éducation. Ce que l'Europe voulait imposer aux pays d'Afrique : des centres de rétention et le retour des migrantEs expulsés en échange d'une aide au montant dérisoire.

Pourtant, 10 mois plus tard, loin d'en avoir conjuré le spectre, le drame frappe encore plus fort novembre que janvier. Pourtant les réponses du gouvernement, de la droite et de l'extrême droite vont encore plus loin dans la même logique : état d'urgence et renforcement de tous les pouvoirs de surveillance et de répression de l'État, frappes en Syrie, fermeture des frontières.

Alors si nous ne réagissons pas, il y a et il y aura de nouvelles victimes de la situation actuelle.

Les morts de vendredi sont des nôtres. Immédiatement, au nom de la lutte contre Daesh, le peuple syrien est sous les bombes. Les migrantEs, réfugiéEs comme sans-papiers, seront les suivantEs,

Directement parce que la politique de ceux qui nous gouvernent reproduit et accentue les conditions de nouveaux drames : « Vos guerres, nos morts ». Indirectement parce que tout cela

montré que la guerre actuelle n'était pas une guerre de cultures, de religions ou de civilisation, mais une guerre des dominants contre tous les dominéEs. Des ingrédients sont là pour une autre réponse que celle du pouvoir. Les interdictions de rassemblement ont été bravées dans de nombreux endroits. Et à Lille comme à Metz, les fascistes ont été chassés de ces rassemblements sous la pression de centaines de personnes. Sous prétexte de sécurité, le pouvoir s'efforce de contrôler l'espace public. Plus que jamais les migrantEs, pour qui c'est le seul espace, sont en danger. La solidarité avec les migrantEs devient alors, plus encore qu'hier, la défense d'un espace qui est aussi celui de l'expression et de la lutte pour tous nos droits. La simple tenue des manifestations du 22 novembre pour l'accueil des migrantEs et du 29 novembre pour le climat sont désormais des enjeux.

À la place de la manifestation appelée par les migrantEs de République ce dimanche 15, interdite par la préfecture, une réunion a eu lieu. Elle s'est donnée comme objectif de s'appuyer sur la mobilisation pour ce dimanche 22 novembre afin de développer la coordination et le contact entre les migrantEs dispersés, dans nos rues et dans les centres.

C'est l'espace de la réponse : la solidarité. Contre la peur. Contre l'isolement, l'atomisation et les indifférences. Contre le racisme. Contre la guerre. Contre l'austérité. Les migrantEs, les habitantEs des quartiers populaires, les Roms, les Arabes, les Noirs, les musulmanEs, les grévistes d'Air France et d'ailleurs, ne sont pas le problème mais la solution. Alors il nous faut prendre la route des migrantEs, pour la liberté de circulation, pour la « liberté, dignité, humanité ». Sur cette route, de nouveaux barbelés sont dressés. Les migrantEs nous ont aussi appris que ceux-ci ne sont jamais infranchissables : « de l'air, ouvrez les frontières ! »

Denis Godard

### SOMMET SUR L'IMMIGRATION



CHARMAG

victimes des amalgames et du durcissement de la politique des frontières. Et puis les musulmanEs. Et puis les habitantEs des quartiers populaires. Et enfin nous

va avec plus d'austérité, plus de racisme, plus de répression de la solidarité quelque forme qu'elle prenne. Le pouvoir ne combat pas les monstres, il les fabrique : le fascisme et Daesh.

### L'espace de la réponse

Le mail de Safi est un indice. Se battant pour leurs droits, les migrantEs ont croisé la route de nombreux et nombreuses soutiens. Ils ont dit qu'ils n'étaient pas que des victimes. Ils ont

## LA POSTE 92 La mobilisation continue

Bientôt trois semaines de grève... Lundi 16 novembre, la grève a été reconduite dans les 4 bureaux touchés par le mouvement depuis jeudi dernier. Le nombre de grévistes a augmenté à Neuilly-sur-Seine et se maintient à Puteaux, Clichy et Châtenay.



Vendredi 13 novembre, les postierEs devant la mairie de Clichy. DR

En voyant que les postierEs – prêts à se faire décompter un dimanche comme jour de grève – faisaient preuve de détermination, la direction commence à prendre au sérieux les grévistes et à concéder des audiences pour négocier.

Deux éléments jouent dans le sens d'une mobilisation départementale. Plusieurs relativement gros bureaux sont en réorganisation presque en même temps : outre Neuilly-sur-Seine et Malkoff-Vanves,

Asnières, Gennevilliers, Clichy, Nanterre et Colombes. Et des attaques départementales ont été annoncées cet été : la fin du « fini-parti », du paiement des heures supplémentaires au forfait, le délai de prévenance dans les bureaux qui changent de régime de travail...

Depuis la rentrée, la direction du 92 semble se résoudre à adapter le rythme d'application aux réalités des rapports de forces locaux, mais il est possible de fédérer les mécontentements, non seulement

bureau par bureau mais aussi sur des questions qui touchent tout le monde.

### Regrouper les forces, coordonner l'action

Des négociations locales ont donc eu lieu aussi bien à Clichy, Neuilly, Puteaux que Châtenay. La direction esquisse partout des reculs (sur le « fini-parti » et les heures supplémentaires à Puteaux, sur le comblement du sous-effectif à Châtenay)... sans pour autant lâcher sur l'essentiel.

Les débats en AG ont mis en évidence la nécessité de regrouper les différents bureaux pour réussir à acquérir la force suffisante pour faire reculer la direction, qui depuis jeudi dernier n'a pas accordé d'audience départementale. C'est en additionnant les forces des bureaux et en combinant un maximum de méthodes de lutte (juridique, interpellation des mairies, manifestations... et extension de la grève !) que la direction a été mise en difficulté. C'est en poursuivant sur cette voie qu'il sera possible de la faire céder.

#### Correspondant

Chèque de soutien à l'ordre de SUD

Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250

La Garenne Colombes (avec la mention

« Solidarité grève » au dos).

Facebook: Sudposte Hauts de Seine

## FOS-SUR-MER ARCELORMITTAL (13) -----

# Fos à terre?

Le groupe ArcelorMittal, leader mondial de l'acier, liquide... À Fos-sur-Mer, l'un des plus grands sites sidérurgiques européens du groupe, l'inquiétude monte. La CGT, première organisation sur le site, dénonce la stratégie Mittal à l'échelle mondiale mais pointe également l'attitude zélée de sa direction locale.

« Pour bien comprendre comment Lakshmi Mittal, ténor du capitalisme mondialisé, a mis à genoux la sidérurgie européenne il faut prendre un peu de recul » explique Olivier Dolot, syndicaliste CGT, secrétaire du CHSCT d'ArcelorMittal Fos. En 2006,

lorsque Mittal lance une OPA hostile sur le groupe Arcelor, la sidérurgie européenne produisait à ce moment-là des aciers à haute valeur ajoutée. Le prix du minerai est à son Everest, celui de la tonne d'acier stagne quelque peu. Chaque site de production du groupe Arcelor est propriétaire de ses brevets, ce



# AP-HP Le plan blanc levé, la lutte peut reprendre

Ce vendredi 13 novembre, le plan blanc a été déclenché à l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris depuis 22h30. Mais les hospitaliers n'avaient pas attendu cette décision pour revenir spontanément sur leurs lieux de travail accueillir et prendre en charge les victimes et leurs proches.

Toutes et tous ont été à la hauteur de leur engagement professionnel au service de la population, cela malgré le manque d'expérience de chirurgie de guerre et parfois de matériel... Au total, 476 personnes ont été soignées au sein des établissements du CHU francilien, et des centaines de personnes traumatisées par cette tragédie ont été prises en charge psychologiquement. Des vies ont été sauvées par cette mobilisation exemplaire. Les belles déclarations du directeur général de l'institution publique, dont les hospitaliers rejettent toujours le protocole signé par la CFDT, et les envolées lyriques de la ministre de la Santé qui, en son nom et pour le gouvernement, salue « l'héroïsme » et le « magnifique engagement » des personnels, ne nous feront pas oublier leurs rôles dans la mise à mal de l'hôpital public. Ainsi Touraine qui soumet au vote du Parlement une loi qui programme la suppression de 22000 postes dans la Fonction publique hospitalière...

## Reprendre l'initiative, vite!

Et que penser de ce Président de la République qui, après avoir salué « la mobilisation exceptionnelle » et rendu hommage aux acteurs du secours et de la santé, annonce l'embauche de plusieurs milliers de policiers, de gendarmes et de douaniers... mais rien pour les hôpitaux? Les sénateurs, quant à eux, sont sur le point de valider l'instauration de trois jours de carence de l'indemnisation des arrêts maladie dans la FPH, dans le cadre du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale qui s'attaque sévèrement aux moyens alloués au service public de santé. Décréter l'état d'urgence ne fera pas renoncer les hospitaliers en lutte, mais en ce sens, le positionnement de l'intersyndicale est encore une fois loin d'être clair. Une partie a maintenu, du bout des lèvres, le préavis de grève déposé pour le 17 novembre, l'autre l'a levé. Seul SUD s'est clairement démarqué de toute solidarité avec « les États, y compris le nôtre, qui ont une large part de responsabilité dans de multiples guerres », mais nul ne s'oppose à l'instauration de l'état d'urgence et de ses conséquences en termes de libertés fondamentales et de libertés syndicales. Les manifestations sont interdites, mais le



Vendredi 13 novembre, une mobilisation exemplaire de la santé. DR

gouvernement ne renonce à aucune mesure d'austérité : il est certain qu'il va profiter de cette situation pour aller plus loin dans sa politique antisociale. Au-delà de l'émotion, la souffrance au travail reste intacte et les revendications des agents

de l'AP-HP sont plus que jamais d'actualité, pour des hôpitaux à la hauteur des besoins de la population. En deuil, baisser la tête mais pas les bras, et reprendre l'initiative contre le protocole Hirsch-CFDT. Vite!  
**CorrespondantEs**

## SNCF Accident TGV en Alsace : en attente d'explications

Lors d'une séance d'essais du dernier tronçon de la LGV Est le samedi 14 novembre, à hauteur de Eckwersheim, un TGV a déraillé. Masqué par les attentats de Paris, le bilan de l'accident est lourd : 11 morts et 37 blessés et un nombre de personnes à bord encore inconnu.

En principe, les rames d'essai ne peuvent accueillir que des personnes autorisées, telles que les conducteurs, des experts, des ingénieurs ou des agents du matériel. Pour l'heure les causes de l'accident sont inconnues. Une enquête pour homicides et blessures involontaires a été ouverte par la parquet de Strasbourg. Les premiers éléments de l'enquête indiqueraient que la motrice du TGV aurait déraillé, entraînant un choc avec le pont qui aurait déstabilisé l'ensemble du train qui aurait ainsi fini sa course dans le fossé, l'arrière de la rame dans un canal.



Conséquences dramatiques, causes inconnues... DR

### «Prendre en compte les différentes alertes»

Malgré le peu d'information qui ont pour le moment filtrés, les déclarations de Guillaume Pepy laissent pantois : « Cet accident n'aurait pas pu survenir lors d'une circulation commerciale grâce aux automatismes de sécurité. Ces systèmes de sécurité automatiques ne sont pas tous actifs lors des phases d'essai ». Il y avait pourtant une

cinquantaine de personnes à l'intérieur, essentiellement des cheminots... Le syndicat SUD Rail « demande à la SNCF d'associer immédiatement à l'enquête l'ensemble des CHSCT (comités d'hygiène, sécurité et conditions de travail) du périmètre et des métiers concernés afin d'élucider les causes de cet accident. Tout doit être mis en œuvre pour ne plus revivre cela. (...) La SNCF se doit de prendre en compte les différentes alertes ou remontées des cheminots concernant les derniers dysfonctionnements, tant sur l'infrastructure que sur le matériel roulant ». À suivre.  
**Correspondant**

## CIRQUE ROMANÈS Les soutenir contre la bêtise raciste

Le cirque tzigane Romanès s'est installé au square Parodi dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris fin septembre pour une durée de cinq mois... Normalement!

Normalement, car des associations de quartier bien réac se montrent clairement hostiles, et militent pour le départ du cirque, lui reprochant tout et n'importe quoi. Notamment, et c'est presque amusant, les gens du cirque sont soupçonnés d'avoir enlevé les chats du quartier (pour les manger?). La bêtise raciste est donc bien là. Mais ce n'est pas tout. Dans le contexte politique actuel, avec les migrantEs qui tentent de se réfugier en Europe, l'extrême droite s'active et multiplie les initiatives anti-immigrés. C'est le cas du Siel (Souveraineté, indépendance et libertés, un groupe proche du FN) qui a organisé deux manifestations dans le quartier : une première juste devant l'entrée du cirque pour intimider, et la seconde un mois plus tard et 300 mètres plus loin, devant l'ambassade de Hongrie... en soutien à la politique xénophobe du gouvernement Orban. Ça ne fait pas vraiment dans la finesse...



Le cirque Romanès et ses soutiens. DR

### « Beauté » et « intégrité »

Le cirque est clairement visé par des menaces... et plus. La nuit, des portes et fenêtres de caravanes ont été cassées, des costumes et des instruments de musique volés. Alors les « Romanès » s'organisent pour se protéger, ils veulent aussi que cela se sache pour sortir de l'isolement. Ils ont appelé à une manifestation de soutien le samedi 7 novembre, dénonçant le vandalisme dont ils sont victimes, précisant qu'il n'était pas question pour eux de quitter les lieux : « nous demandons juste qu'on nous laisse faire notre métier d'artistes qui consiste à accueillir chaleureusement tous les publics et à faire découvrir la culture tzigane, dans toute sa beauté et son intégrité ». Ainsi, nous étions une centaine à exprimer soutien et solidarité, antiracisme et fraternité, avec la famille Romanès, des militantEs de gauche, des syndicalistes, des musiciens, avec tout simplement des gens venus pour défendre le cirque. Comme les artistes tziganes, il est important d'être là et de tenir la place. Soutenez-les en allant voir leur superbe spectacle, la lune tzigane brille plus que le soleil!

**Philippe Poutou**

Pour plus d'informations sur le cirque : <http://www.cirqueromanes.com>

qui lui permet d'orienter sa production et de garantir ses débouchés.

En 2009, la « crise » économique frappe. Le groupe ferme alors ses sites belges, puis Florange. Le site de Fos-sur-Mer est frappé de mesures d'économies : 500 départs anticipés, chômage technique, blocages des salaires, baisse des coûts de sous-traitance. L'usine sort de cette période dans un état piteux : des installations abîmées et peu fiables, un sous-effectif permanent, des équipes sans cesse renouvelées par la rotation d'intérimaires...

À la sortie de cette crise, le groupe annonce alors la signature de nouveaux « accords de compétitivité ». « Évidemment dévastateurs, commente Olivier Dolot, ils permettent à la direction du groupe de faire de sa piteuse gestion de crise, la règle ». La deuxième phase peut commencer : les externalisations. Des pans entiers de l'activité sortent

du giron Mittal, et à travers la mise sous franchise (via le Luxembourg) de l'ensemble des sites, Mittal va les déposséder de leurs brevets, désormais propriétés de la branche commerciale.

### Pari perdant

Mittal va peu à peu se prendre les pieds dans la bobine... 2012, le prix du minerai chute (-60% aujourd'hui), et c'est donc sa sidérurgie affaiblie qui doit renflouer les caisses. De plus, face aux 16 milliards de dettes cumulées, les agences de notation le somment de recapitaliser 3 milliards pour 2015. Mittal a donc besoin rapidement de cash, et l'usine de Fos se retrouve à devoir produire, pour de nouveaux marchés et sur ordre du service commercial, environ 30% d'acier « basique », directement concurrencé par l'acier chinois. « Cette question de l'acier chinois est très délicate, ajoute

Olivier Dolot, Mittal vient d'annoncer qu'il n'y aurait pas de dividendes au 4<sup>e</sup> trimestre 2015. Cela signifie qu'il ne se servirait même pas au passage, ce qu'il avait toujours réussi à faire... D'un autre côté, on sait que c'est l'Europe qui booste la sidérurgie mondiale, avec une hausse cette année de 2,3% de la demande, et les marchés européens recherchent un acier de haute qualité... » Toutes les mesures imposées aux personnels ont évidemment un impact dérisoire : le coût de la masse salariale (sous-traitants compris) représente moins de 10% du prix d'une tonne d'acier, le chômage partiel, 40 centimes par tonne d'économies... « Les installations ne sont plus fiables, la sécurité des personnels est loin d'être assurée, explique encore le secrétaire du CHSCT, nous avons eu 2 morts sur site au mois de septembre, la gravité et le nombre d'accidents corporels



DR

sont en hausse constante, les pollutions accidentelles se multiplient ! Et pourtant, on demande aux installations de tourner à plein régime, avec moins de personnels et de produire encore plus pour maîtriser les coûts... »

Alors que Veolia va se porter acquéreur de la branche énergie du site, les craintes pour Fos sont grandes. « Des mesures de

chômage technique sont d'ores et déjà annoncées pour une partie des personnels. Fos sera le seul site du groupe à en souffrir, la direction locale étant particulièrement zélée dans le domaine... Si cette nouvelle crise annoncée est gérée comme la précédente, notre site en sortira exsangue, incapable de faire face à une éventuelle reprise ! »  
**CorrespondantEs**



## Les comités en action!

### Nantes (44) Chauffe la lutte, pas le climat!

La réunion organisée par le NPA vendredi 13 novembre sur le thème « Changeons le système pas le climat! » a réuni une trentaine de participantEs, dont une dizaine de personnes nouvelles dans nos réunions. Sandra a introduit la réunion sur la dynamique anticapitaliste des luttes contre les Grand projets inutiles imposés (GPII). Comme pour le climat, ceux-ci illustrent à quel point gouvernants et patronat s'entendent pour bafouer les questions environnementales, sociales et



démocratiques, tant ils sont liés au fonctionnement même du capitalisme. D'où la répression féroce des mouvements contestataires. Claudine a logiquement poursuivi par un point d'actualité sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, et a souligné l'inébranlable détermination des opposantEs et les actions à venir (voir *L'Anticapitaliste* n°311). Enfin notre porte-parole Christine Poupin est revenue sur les enjeux du réchauffement climatique. Elle a littéralement démonté les faux-semblants de la COP21, véritable sommet des affaires et du crime climatique. Les fausses solutions proposées par l'union sans faille des gouvernements et des multinationales démontrent que le système capitaliste est fondamentalement incapable d'éviter la catastrophe qui vient, avec son cortège macabre de famines, de conflits et de réfugiés. Il ne faudra donc compter que sur les mobilisations des populations pour infléchir la situation. Nous avons rappelé la création du Collectif Climat 44, qui a vocation à s'élargir après les manifestations des 28 novembre à Nantes et du 12 décembre à Paris.

**Creil (60) Le NPA au Forum social de l'Oise.** Samedi 14 novembre, une soixantaine de militants se sont réunis. Suite aux attentats de vendredi soir, l'ordre du jour a été modifié. Dans un premier temps, nous avons donc échangé sur la situation. Chacun a exprimé son ressenti. Il y avait accord de tous sur la lutte contre le développement du racisme et de l'islamophobie. Les positions divergeaient concernant l'union nationale, la politique internationale, et les interventions militaires françaises, l'état d'urgence et les mesures liberticides prises par le gouvernement... Nous sommes dans une période où la première réponse est d'abord émotionnelle. Le NPA a montré le lien avec nos débats de l'après-midi portant sur le climat: le capitalisme engendre la barbarie de la même façon qu'il détruit la planète. Un camarade d'Attac a fait une introduction sur les enjeux de la COP21 et les revendications à développer dans nos mobilisations. Puis deux commissions se sont tenues. La première sur les débats transports-agriculture-habitat (quelles luttes, quelles revendications?), avec en particulier la présence de l'association Decicamp qui lutte contre



l'installation d'un élevage de 3000 porcs à Loueuse. La seconde organisée par les jeunes des « escargots solidaires » de Compiègne avec un « débat mouvant » (d'accord, pas d'accord, argumentons...) sur les affirmations suivantes: « il faut une réglementation stricte pour régler la crise climatique / Les experts sont essentiels à la compréhension du réchauffement climatique / Le développement durable est une réponse efficace au problème climatique / Le catastrophisme est une étape importante pour mobiliser les gens / C'est par une consommation responsable qu'on fait concrètement avancer les choses ». Deux camarades d'Attac ont aussi présenté

# Souscription 2015 Leurs comptes... et les nôtres

**Épisode 3.2: URBanisme (suite). Le cynisme n'ayant par définition aucune limite, le « système URBA » fut parfois présenté comme une manière de centraliser, rationaliser et « moraliser » le financement des partis...**

Il s'agissait de créer un système homogène sur l'ensemble du territoire, fonctionnant avec un petit nombre de sociétés par lesquelles transitaient les fonds occultes. De la sorte, tout pouvait être contrôlé et tracé par le parti sans multiplier les intermédiaires et circuits. Certains iront même jusqu'à parler non pas d'un « racket » des entreprises mais d'un impôt (révolutionnaire ?) sur les vilains capitalistes. On peut rire de toute cela... ou pas. Car si le système rendait (d'une certaine manière) l'enrichissement

personnel plus difficile, elle ne l'empêchait pas. Dès lors qu'un système de fausses factures et de corruption est mis en place autour des marchés publics dans les collectivités locales, dès lors qu'il faut convaincre tous les intervenants de la nécessité du système et de l'intérêt de chacun dans celui-ci, tout devient possible... À mesure que la corruption devient systémique, elle investit tous les rapports sociaux et ne peut être centralisée (par définition). Cela quand bien même l'argent versé aux « bureaux d'études » tels que URBA servaient à faire (bien) vivre la société, et servait aussi au PS pour mener ses dispendieuses campagnes.

Ce système était quoiqu'il en soit une manière bien peu démocratique de financer non pas la « vie publique » mais le seul Parti socialiste, un parti institutionnel très riche, de surcroît à l'époque tenancier du pouvoir. Robin des bois, que l'on sache, reverseait aux pauvres. La ponction des entreprises via les marchés publics, outre qu'elle ne les mettait pas sur la

paille et qu'il s'agissait simplement d'une corruption connue et récurrente (donc prévue par ces grands groupes et finalement assez logique dans le cadre des liens organiques entre la bourgeoisie et son personnel politique), n'atterrissait ni dans les caisses de l'État, et encore moins dans celle des petits partis...

### L'improbable manœuvre: l'amnistie

Le sommet du cynisme fut atteint quand, sous pression des révélations et de la justice, le gouvernement socialiste tenta rien de moins de que de faire voter une amnistie! Après un premier échec début décembre 1989, et dans des conditions pour le moins pitoyables, l'Assemblée nationale finit par voter le 22 décembre 1989 un texte amnistiant toute personne ayant commis des infractions liées au financement des partis. Les députés auront beau s'exclure de l'amnistie pour ne pas apparaître comme taillant une loi sur mesure, l'improbable manœuvre fut accomplie.

L'affaire URBA fut néanmoins le déclencheur d'un lent et contradictoire processus (encore en cours) d'encadrement du financement des partis politiques et campagnes électorales, faisant de la France un pays bien plus vertueux (c'est dire...) que ceux construits sur le modèle américain. Car si les magouilles en tout genre continuent, elles deviennent du plus en plus dur es à cacher, surtout quand la « politisation » du Conseil constitutionnel, elle aussi lente et contradictoire, empêche de plus en plus la mise sous le boisseau des affaires. La bourgeoisie se tire dans les pattes. Le silence assumé par la « vénérable instance des sages » sur les comptes pourris de Balladur et Chirac en 95 est aujourd'hui difficile à imaginer, plus encore après l'affaire Bygmalion.

Et loin de tout cela, le NPA continue sa souscription 2015, garantie de son indépendance politique et financière...

Sylvain Madison

POUR NOUS AIDER:  
<http://www.npa2009.org/souscription>

## « Historical Materialism » 2015

### Enrichir la pensée marxiste dans une conjoncture de crise

La 12<sup>e</sup> édition du congrès « Historical Materialism » se tenait à Londres du 5 au 8 novembre dernier, réunissant plus de 700 chercheurEs et militantEs du monde entier.

L'intitulé de cette édition faisait référence à la célèbre citation de Gramsci: « La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître: pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés. » Les attaques terroristes qui viennent d'avoir lieu à Beyrouth puis à Paris ont rappelé, de la manière la plus épouvantable, l'actualité d'un tel constat. Cela sans parler de la montée de l'extrême droite dans de nombreux pays d'Europe, en premier lieu en France, qui traduit également la situation de pourrissement politique que connaissent les sociétés capitalistes, à des degrés inégaux et sous des formes différentes. Comment décrire ce monde que nous voulons changer et expliquer les mécanismes qui rendent si difficile une telle transformation? Le marxisme propose un cadre théorique pour penser une grande multiplicité de phénomènes sociaux, économiques, politiques et culturels, et pour agir dans le sens d'une transformation radicale des sociétés. *Historical Materialism* a pour fonction de discuter ce cadre, de le mettre à l'épreuve et de l'enrichir de travaux et de problématiques parfois

issus d'autres courants intellectuels et politiques. Ce projet a bénéficié d'un indéniable regain d'intérêt pour le marxisme depuis une vingtaine d'années à l'échelle internationale, mais il l'a également encouragé en proposant un espace de discussion à des chercheurs souvent dispersés, et en travaillant à recréer des liens entre militants anticapitalistes et universitaires inscrivant leurs travaux dans le marxisme.

### Du classique au nouveau

Le programme<sup>2</sup>, extrêmement riche comme pour chaque édition, faisait une place importante à des figures centrales du marxisme (notamment cette année Rosa Luxemburg) et à des questions classiques: impérialisme, classe ouvrière et syndicalisme, réformisme et révolution, reproduction sociale, rôle de la monnaie, capitalisme et culture, etc. Mais il comportait également une importante attention aux rapports entre capitalisme et question sociale, plusieurs ateliers consacrés à l'oppression des femmes, mais aussi à la question écologique, à la sexualité, etc. À cela s'ajoute la volonté d'être en prise avec la conjoncture, soit sous la forme d'ateliers consacrés à la situation particulière d'un pays

(Égypte, Brésil, Portugal...), soit sous des formes plus transversales.

Si plusieurs militantEs du NPA étaient présents cette année à Londres, notre organisation reste trop étrangère à ces renouvellements du marxisme, alors même que, depuis une quinzaine d'années, un incontestable effort de traduction a permis de mettre à disposition certains des travaux les

plus marquants. Dans une période qui nous impose des questions difficiles et nombreuses, il est crucial que nous participions à ce travail collectif d'enrichissement du marxisme.

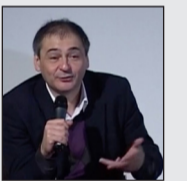
Ugo Palheta

1- «The old is dying and the new cannot be born: states, strategies, socialisms»

2- <http://www.historicalmaterialism.org/conferences/annual12/FinalProgramme.pdf>

## Les Nôtres

### Bruno Toussaint



Notre camarade Bruno Toussaint vient de mourir subitement à l'âge de 51 ans. Découvert par ses proches jeudi 12 novembre, on ignore encore les causes de son décès.

Avocat au barreau de Paris, Bruno a été au PCF puis a rejoint la LCR dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement en 2005. Après la création du NPA, Bruno a participé au comité du XVIII<sup>e</sup> arrondissement.

Bruno avait beaucoup d'amiEs au NPA qui se souviendront toujours de sa bonne humeur, de son rire quelles que soient les situations. Bruno travaillait les dossiers, et avait notamment aidé le NPA à s'y retrouver dans les méandres financiers. Il avait aussi mis ses compétences au service des militantEs en multipliant les conseils juridiques et en les assistant lors de procès.

Toujours humble et timide, il se faisait souvent payer au minimum pour ses services, et avait caché – même à ses amis les plus proches – ses soucis financiers.

Nous garderons toujours le souvenir de ce militant infatigable, joyeux, humble. Bruno a disparu, mais nous continuons. Le meilleur hommage qu'on puisse lui rendre.

Alain Krivine

le fonctionnement de la dette sous la forme d'une pièce de théâtre. Enfin, la question des services publics a été abordée, avec des militantEs venus à la réunion nationale des comités de défense des hôpitaux publics qui se tenait au même moment. Un débat riche, dans une période d'interrogation du monde militant...

### Nîmes (30) MilitantEs pour le climat et l'environnement.

Samedi 14 novembre, nous étions une dizaine à notre local pour écouter lan de la commission nationale écologie et échanger sur l'actualité de la COP21. Plus grand monde aujourd'hui ne peut ignorer les évolutions négatives

et irréversibles du climat. Les avertissements sont nombreux: augmentation de la température et du niveau des océans, baisse de la productivité agricole, diminution de l'eau potable accessible, déclin de la biodiversité... Une réalité inquiétante. L'urgence climatique et sociale est devant nous. Les principales puissances organisent depuis 20 ans des sommets contre le réchauffement climatique, mais rien ne change... sauf la communication de plusieurs multinationales qui se déguisent en entreprises « écolo-responsables » et des mesures qui permettent une fuite en avant des pays « développés ». Et les victimes sont toujours les classes sociales qui ne sont pas aux manettes. La COP21 va être une mascarade,

car il est demandé au responsable de la situation d'apporter des solutions. De cette conférence ne sortira aucun contrôle ni sanction. En France, plusieurs luttes sont menées contre la destruction de l'environnement, Sivens et Notre-Dame-des-Landes sont les plus visibles. Ici dans le Gard, une bonne partie de la population de Saint-Hilaire s'oppose à un projet initié par Alès Agglomération: un golf et un hôtel de luxe qui entre autres menaceront la biodiversité, avec saccage de prairie humide et destruction d'espèces... D'ailleurs comme partout dans le monde, l'association Saint-Hilaire durable appelle à une marche le dimanche 29 novembre avec rassemblement sur la ZAD Golfique...



Exposition

# Qui a peur des femmes photographes ?

Au musée de l'Orangerie et au musée d'Orsay à Paris. Jusqu'au 24 janvier 2016

Une exposition passionnante en deux parties, et dans deux lieux différents situés quasiment face à face, de part et d'autre de la Seine, et reliés par une passerelle. Avec un pass unique permettant d'accéder aux deux expositions.

La première partie couvre la période 1839 – 1919, la seconde 1918 – 1945. 400 œuvres de plus d'une centaine de femmes photographes y sont présentées. L'ensemble est riche et dense tant du point de vue des photos produites que par le contenu des textes, des commentaires sur l'histoire des femmes dans la photographie mais aussi sur la contribution propre de chacune d'elles. Aussi le visiteur a beaucoup à lire dans chaque salle, sur chaque image, alors que la documentation mise à sa disposition est relativement succincte. Seul l'audio-guide et le catalogue de l'exposition, un très beau livre un peu cher (45 euros), restituent l'ensemble qui mérite d'être étudié. Un premier mérite de ce travail, c'est la mise en évidence de l'existence, de façon continue, de femmes photographes, depuis les tout premiers instants de la photographie jusqu'à ses formes modernes. C'est particulièrement spectaculaire pour la période ancienne, tant d'un point de vue technique qu'artistique : cyanotype, daguerréotype, procédé au collodion humide, émulsion au



bromure d'argent, sont toujours, dans les histoires officielles, l'affaire des hommes, des chimistes, des ingénieurs, des marchands. Et pourtant des femmes ont utilisé ces procédés, y ont excellé, occupant les espaces laissés libres. Ainsi une véritable histoire de la photographie peut s'écrire au féminin. Des auteures à part entière émergent de l'oubli et de la relégation masculine, telle Gertrude Käsebier, membre du premier courant artistique, le pictorialisme, dont le nom n'est quasiment jamais mentionné ou si peu, pour ne citer qu'elle.

**L'émancipation à l'œuvre**  
Un autre mérite, parmi tant d'autres : l'exposition ouvre des pistes, la possibilité de voir, au sens propres du terme, de photo en photo, l'émancipation à l'œuvre. De la sphère domestique où elles sont confinées, avec ses scènes d'intérieur, ses portraits, jusqu'aux grands reportages qu'elles

investissent, chaque photo est un marqueur, une borne sur ce chemin. Les images exposées témoignent tout à la fois de la place que prennent les femmes dans la société mais aussi démontrent que des femmes ont utilisé ce média comme instrument de leur libération. Les premières prises de vue architecturales, les paysages, les autoportraits, la sensualité qui s'exprime dans les mères à l'enfant, les premiers nus, la critique subversive de l'ordre masculin, la mode, la politique... chaque image est un pas accompli en ce sens. Les deux guerres mondiales ont été des étapes particulièrement marquantes de cet investissement : les femmes dans les usines pour remplacer les hommes, mais aussi les femmes grands reporters photographes sur tous les terrains de guerre. Le point de vue adopté pour cette exposition en fait une œuvre passionnante, engagée, qu'il faut vite se dépêcher de voir, de partager, de soutenir.

JMB

Revue

## De tout bois

Revue de lutte contre le Center Parcs de Roybon, parution trimestrielle, 2 euros



Pas besoin de vous faire un dessin, cette revue est destinée à faire connaître la lutte contre le Center Parcs de Roybon, la renforcer et archiver ce qui s'y passe, pour que d'autres luttes s'en servent. Il s'agit aussi de questionner et d'ouvrir la réflexion sur les tactiques et stratégies de ce type de mouvement. Trois numéros sont déjà parus, et les numéros 2 et 3 sont toujours en vente. Le produit des ventes servira à financer le numéro 4 (hiver 2015-2016), car la lutte, et les autres luttes contre les grands projets inutiles imposés, sont loin d'être terminées. À acheter et à faire connaître.

Revue disponible dans les librairies militantes dans toute la France et à commander pour 3 euros (2 euros l'exemplaire + 1 euro de frais de port) à : Le monde à l'envers, 46 bis rue d'Alembert, 38000 Grenoble. C. S.

Essai

## Stop au dérèglement climatique, Bruno Lamour

Collectif Roosevelt, Les éditions de l'atelier, 2015, 6 euros

L'intérêt de ce livre très court et bien écrit est de proposer une analyse globale de la crise climatique et de tracer des perspectives dans le but affirmé d'armer « toutes celles et tous ceux qui voudraient comprendre et s'engager dans la bataille climatique ». Pour ce qui est de la compréhension, le pari est largement relevé. En 40 pages, l'auteur donne les éléments fondamentaux de la crise, désigne la responsabilité du modèle climaticide, en présente les conséquences sur la planète et ses habitants, et signifie bien que la crise touchera d'abord les victimes – les plus pauvres – en épargnant les coupables – les possédants. Cela pour conclure sur la nécessité de changer de système. La deuxième partie est moins convaincante. Les professions de foi contre l'austérité, contre le nucléaire, pour le financement de la transition, sur la rupture avec le système productiviste (en particulier le modèle agricole), les économies d'énergie, une sobriété assumée... masquent mal



une fâcheuse tendance à renvoyer principalement à la modification de nos comportements individuels – comme la proposition d'une « carte carbone » personnelle avec des quotas échangeables ! Une limite sérieuse, sans autre perspective de lutte politique que celle d'« interpellier nos élus », sans jamais remettre en cause le capitalisme en tant que tel, et sans jamais poser vraiment la question de qui décide... Vincent Gibelin

Télévision

## «Alerte climat» sur Arte

À la veille de la COP21, Arte poursuit sa programmation «Alerte climat»... Quelques émissions sur lesquelles on pourra s'attarder, entre deux mobilisations ! Les samedis 21 et 28 novembre à 19h30, l'émission *Le dessous des cartes* abordera la question des Scénarii de la COP21 (en deux parties). Les grands enjeux de la conférence de Paris sur le climat : comment parvenir à la neutralité carbone dans la seconde moitié du 21<sup>e</sup> siècle ? Comment mesurer les efforts accomplis, et parvenir à un accord à la fois universel, juridiquement contraignant, et qui ne lèse pas les pays émergents ? Tels sont les enjeux de la COP21, qui se tiendra à Paris début décembre 2015. Du samedi 28 novembre au vendredi 4 décembre, est aussi diffusée la série documentaire *Product* : la face cachée de la mondialisation à travers les produits de consommation courante. Quelle est la distance parcourue par une crevette avant d'atterrir dans notre supermarché ? Combien de temps entre l'arrivée d'une vache à l'abattoir et la mise en vente du steak

congelé ? Cette série documentaire sillonne la planète sur les traces des produits qui nous entourent, pour mettre en évidence les dérives d'une mondialisation dont le bilan carbone ne cesse de s'alourdir. Le mardi 1<sup>er</sup> décembre à 20h55, *Les apprentis sorciers du climat*. Pour stopper le réchauffement de la planète, des scientifiques proposent de modifier le climat. Une enquête sur une alternative inquiétante à la diminution d'émissions de CO<sub>2</sub> : la géo-ingénierie. Ces émissions, ainsi que beaucoup d'autres consacrées à la question, seront aussi visibles pendant 7 jours après leur passage sur Arte + 7 (<http://www.arte.tv/guide/fr/plus7>). C. S.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

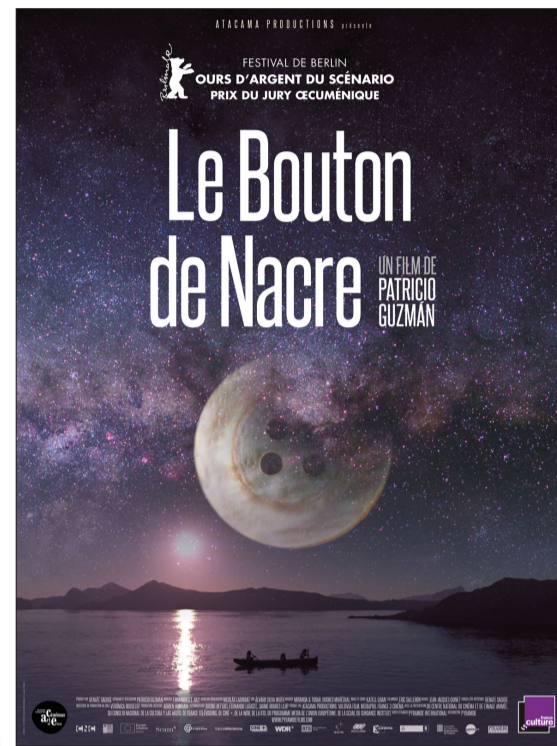
librairie

★ la-breche.com

Cinéma

## Le bouton de nacre de Patricio Guzmán

Sortie le mercredi 28 octobre



L'eau est le fil conducteur de ce documentaire chilien : des peuples indigènes décimés en Patagonie aux disparus de la dictature de Pinochet. Peuples autochtones de l'eau d'hier, corps torturés des prisonniers politiques perdus dans l'océan Pacifique : un même destin tragique que l'eau unit. Voici un documentaire bouleversant, poétique aussi, qui nous fait voyager dans le Cosmos, dans les mots des vingt derniers descendants directs des peuples patagons, dans les témoignages des survivants des geôles de Pinochet, et dans les espaces immenses de la Patagonie. Certains disent que l'eau a une mémoire. Ce film montre qu'elle a aussi une voix. Sylvie F.

Annonce



## 14-19, la mémoire nous joue des tours

Reprise de cet excellent spectacle, jusqu'au 20 décembre les vendredis et samedis à 20h30. Théâtre La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just à Saint-Denis, quartier de La Plaine (métro ligne 12 station Front-populaire) Tarifs : 18 et 12 euros. Réservations conseillées au 01 49 98 39 20.



Où en sont les salariés d'Air France mis en examen et ceux frappés de sanctions disciplinaires par la direction ?

Cinq salariés, quatre du Cargo et un de la direction industrielle doivent passer en correctionnelle au tribunal de Bobigny le 2 décembre. Ils sont poursuivis pour « violences en réunion ayant entraîné un ITT de moins de 8 jours », et risquent 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende. Cette mise en examen s'est faite sur la base de vidéos où l'on voit des dizaines de salariéEs entourer les deux cadres d'Air France qui veulent passer en force pour ne pas débattre avec eux. Seule chose intéressante, la direction avait essayé de faire de la mousse sur un vigile frappé et tombé dans le coma... Un prétendu coma qui n'entraîne pas d'arrêt de plus de sept jours !

Et parallèlement, la direction a prononcé des licenciements contre ces cinq salariés, cela sans attendre les décisions judiciaires, sans même pouvoir établir la moindre preuve à partir des vidéos prises ce jour-là. Clairement, des dizaines d'autres salariéEs auraient pu être les victimes de cet arbitraire patronal. Ce sont des licenciés pour l'exemple. Le salarié concerné de la direction générale industrielle a un mandat syndical et la direction a convoqué un Comité d'établissement extraordinaire pour faire voter la demande de licenciement.

Par ailleurs, 11 autres salariés ont reçu une mise à pied de 15 jours, essentiellement pour avoir poussé les grilles d'accès au siège, et deux pilotes sont encore en procédure de sanction. On leur reproche d'avoir laissé entrer des salariés Air France au sein des locaux d'Air France ! Ce qui est clair, c'est que la direction veut laver l'affront, la gifle médiatique qu'ils se sont prise à la figure le 5 octobre. Dans les vidéos diffusées dans le monde entier, les dirigeants d'Air France ont montré l'image d'une direction apeurée, incapable d'assumer ses choix patronaux, et les salariéEs sont apparus avec la colère et la force d'une mobilisation intercatégorielle.

Il faut noter que nous avons eu beaucoup d'échos prouvant que Manuel Valls et le gouvernement pressaient la direction d'Air France de prendre rapidement des sanctions.

Quelles sont les réactions des salariéEs et de l'intersyndicale à ces sanctions ?

Immédiatement, l'intersyndicale s'est totalement rangée en défense des salariés concernés. Un communiqué de l'intersyndicale qui, rappelons-le, rassemble tous les syndicats d'Air France sauf la CFDT et la CGC personnel au sol, a dénoncé les procédures de sanctions et les mises en examen, exige la levée et l'abandon de toutes ces procédures, et dit clairement que la reprise de tout dialogue avec la direction étaient soumise à cette condition. Un long texte de l'intersyndicale dénonce par ailleurs le montage de ces mises en examen et de ces procédures pour l'exemple. Cela est très important : en ne frappant que des salariés du Fret et un de l'industriel, tous syndiqués CGT, la direction espérait sûrement dissocier le front intersyndical et intercatégoriel. Là encore, elle en a été pour ses frais.

Quels sont les effets des attentats du 13 novembre sur les échéances de mobilisation ?

L'intersyndicale avait prévu une manifestation devant le Comité central d'entreprise, avec des appels à la grève, pour le 19 novembre. Les attentats et l'interdiction de manifester ont amené l'intersyndicale à suspendre ses appels. Dans un communiqué du

# AIR FRANCE « Des licenciés pour l'exemple »



Entretien. Salarié à Air France, Mathieu Santel est membre du bureau national de Sud Aérien.

16 novembre, l'intersyndicale a donc annoncé cette suspension au nom du deuil nécessaire, et demande à la direction – dans un esprit d'apaisement dans ces circonstances – de revenir sur les licenciements de nos collègues. À cette heure, nous attendons la réponse... Dans tous les cas, les mobilisations sont toujours programmées pour fin novembre ou début décembre, et des appels à la grève circulent à la direction industrielle et au cargo, venant de SUD Aérien, de la CGT et de FO, centrés notamment sur le jour de réunion du CE de l'industriel, où la direction veut faire voter le licenciement de notre collègue.

Évidemment, les événements de vendredi dernier ont porté un coup de frein au processus de mobilisation, surtout dans un secteur où les salariéEs se sentent soumis davantage à des risques d'attentats. Mais ils ne sont pas dupes et savent bien que derrière « l'unité nationale », la trêve sociale et un discours de façade, l'austérité continue... et le plan Perform également. Pour SUD Aérien aussi, il était difficile de maintenir l'échéance

du 19 novembre, mais nous mettons toutes nos forces pour construire une forte mobilisation intersyndicale et de tous les secteurs dans les deux semaines à venir.

Les bons résultats du trimestre du groupe confirment vos analyses. Est-ce que celles-ci font leur chemin parmi les salariéEs ?

Bien sûr, tous les discours sur la compagnie qui va mourir sentent le réchauffé ou le goût du vieux chewing-gum trop mâché. Les bons chiffres du trimestre, tout ce que prévoient les analystes pour l'exercice 2015 et 2016, confirment ce que nous disons. Air France KLM récolte des profits... mais veut encore accroître sa marge. D'ailleurs, le contexte des derniers jours est éloquent. Dans Transavia, la filiale bas-coût du groupe, la direction vient d'essayer d'imposer la suppression d'une augmentation salariale de 2%, une baisse des coûts de 7,5%, alors que les hôtesses et stewards sont embauchés à 1512 euros brut, au niveau du SMIC. Cela montre bien que le « coût » rêvé du travail pour nos dirigeants est même inférieur à

celui de Easy Jet... Heureusement la mobilisation des salariés de Transavia a bloqué cette nouvelle attaque.

D'un autre côté, du 6 au 13 novembre, les hôtesses et stewards de Lufthansa ont fait massivement grève, clouant les avions au sol et amenant à la suppression de milliers de vols. Là aussi, c'est une leçon de choses : Lufthansa est la compagnie européenne qui réalise le plus de profits, le « modèle à atteindre » pour la direction d'Air France. Mais même dans une entreprise qui va réaliser deux fois de plus de profits qu'Air France, les dirigeants et les actionnaires n'en ont pas assez. Ils veulent revenir sur les plans de financement des retraites d'entreprises et faire glisser un maximum de vols vers la filiale bas-coût Eurowings... Comme quoi, la recherche de gains de profitabilité sur le dos des salariéEs est un but sans fin pour les dirigeants des grands groupes du transport aérien, dans un secteur en pleine croissance. Ces deux exemples nous donnent des raisons supplémentaires de nous battre.

Propos recueillis par Laurent Carasso

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**LE PÉTROLE QUI TUE.** « Nous sommes dans l'enfer de la pauvreté. La croissance des plantes et des animaux est stoppée. Les poissons sont morts. » Ce témoignage, recueilli en avril 2008 par l'ONG Amnesty international résume le cauchemar quotidien des habitants du delta du Niger, première région productrice de pétrole en Afrique. Dans cette vaste zone humide, qui abritait autrefois une biodiversité fabuleuse, vivent plus de 30 millions de personnes, sommées de cohabiter avec les oléoducs, puits et autres installations pétrolières qui façonnent désormais la région. [...] Aux graves problèmes sanitaires causés par la contamination massive des sols et de l'eau du delta, s'ajoutent les conflits et la violence généralisée suscités par la présence de l'industrie pétrolière. L'espérance de vie des habitants plafonne à 40 ans ! Expropriées de leurs terres par les gouvernements nigériens, les populations locales n'ont jamais pu bénéficier des retombées économiques gigantesques de la manne pétrolière. 75 % de la population n'a même pas accès à l'eau potable. Tandis que des millions de Nigériens survivent ainsi dans la misère, Shell – la plus grande compagnie pétrolière internationale présente sur place – engrange les profits : 13 milliards d'euros de bénéfice net en 2014. Au Nigeria, l'entreprise anglo-néerlandaise gère environ 50 champs de pétrole et 5 000 kilomètres d'oléoducs, pour la plupart vieillissants et mal entretenus. Selon les chiffres du géant pétrolier, plus de 1500 fuites d'hydrocarbures ont eu lieu depuis 2007. Mais les chiffres réels sont sans doute bien plus élevés. C'est pour avoir dénoncé ce scandale que l'écrivain Ken Saro-Wiwa a été pendu, avec huit autres militants, le 10 novembre 1995, sur ordre du régime militaire de l'époque. [...] 20 ans plus tard, cependant, la situation sociale et environnementale n'a pas évolué. [...] Shell continue de recourir au « torchage » du gaz partout dans le pays, malgré les nombreuses lois adoptées au Nigeria pour interdire la pratique. Le « torchage », qui consiste à brûler le gaz qui s'échappe des puits de pétrole, est à la fois un gâchis et une source sévère de pollution de l'air, de pollution sonore et de gaz à effet de serre. Les réparations concédées par Shell paraissent ridicules au regard de ce qui serait nécessaire de déboursier pour rendre la région à nouveau vivable.

« Dans le delta du Niger, Shell pollue allègrement, engrange des profits mirobolants, puis laisse dépérir les habitants », Nolwenn Weiler, Bastamag, 10 novembre 2015.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €	

ÉTRANGER Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire